

Le tour de France
du
PLEIN EMPLOI SOLIDAIRE

**REVUE DE PRESSE
TOUR DE FRANCE 2024
28 MARS AU 28 JUIN**



**Suivez
notre actu !**

SUIVEZ L'ACTU DU TOUR JOUR PAR JOUR
SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX!

  Plein Emploi Solidaire
 pleinemploisolidaire

PONTS DE CÉ 28.03 - PIPRIAC SAINT-GANTON 02.04 - PONTCHÂTEAU 03.04 - VANNES 04.04
 CONCARNEAU 05.04 - LOC EGUINER SAINT THÉGOÑNEC 08.04 - SAINT-BRIEUC 09.04 - RENNES 10.04 -
 BOURGES 11.04 - BLOIS 12.04 - BLÉRÉ VAL DE CHER 15.04 - SAUMUR HAUTS-QUARTIER CHEMIN VERT &
 MONTREUIL-BELLAY 16.04 - LAVAL SAINT-NICOLAS 17.04 - MAULÉON 18.04 - TOPE 5 DU
 CHÂTELLERAUDAIS 19.04 - POITIERS 22.04 - NOBLAT 23.04 - CASTILLON-LA-BATAILLE 24.04 - SAINT-
 GIRON 25.04 - LODEVE 26.04 - JOUQUES 29.04 - PAYS D'APT LUBERON 30.04 - LE PUY-EN-VELAY 02.05 -
 RIVES DU HAUT ALLIER 03.05 - RIVIÈRE-PILOTE 06.05 - LE PORT 07.05 - GERZAT LES VERGNES 13.05 -
 THIERS 14.05 - VILLEURBANNE LES BROSSES & SAINT JEAN 15.05 - LYON 8 PLAINE SANTY 16.05 - SAINT-
 FONS QUARTIER ARSENAL CARNOT PARMENTIER 17.05 - COEUR DE SAVOIE VAL GELON 21.05 - ECHIROLLES
 OUEST 22.05 - TRIÈVES 23.05 - LE TEIL 24.05 - BASSIN DE VIE MOULIN-ENGLBERT 27.05 - PAYS LUZYOIS
 28.05 - LOIRE NIÈVRE BERTRANGES 29.05 - PORTES DU MORVAN 30.05 - VAUX D'YONNE 31.05 - SEMUR-
 EN-AUXOIS 03.06 - STENAY 04.06 - BASSIN DE JOINVILLE EN CHAMPAGNE 05.06 - THAON-LES-VOSGES
 06.06 - STRASBOURG 07.06 - PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULLOIS 10.06 - VALENCIENNES FAUBOURG
 DE LILLE ET ACACIAS 11.06 - ROUBAIX 12.06 - LILLE FIVES 13.06 - BETHUNE 14.06 - PORT JÉRÔME SUR
 SEINE 17.06 - ROUEN 18.06 - LES MUREAUX STADE LÉO LAGRANGE-BORDS DE SEINE 19.06 - CERGY 20.06 -
 BOUFFÉMONT-ATTAINVILLE-MOISSELLES 21.06 - REZÉ 24.06 - NANTES 25.06 - PANTIN 26.06 - BAGNOLET
 CAPSULERIE ET NOUE JEAN LOLIVE 27.06 - PARIS 13E 18E 19E 20E 28.06



PLEIN EMPLOI
SOLIDAIRE

LA PRESSE ÉCRITE

29/02/2024

L'association Plein emploi croit à l'emploi pour tous



Les huit membres du comité d'administration de la nouvelle association Plein emploi solidaire, avec son président Patrick Valentin, au centre, et, à sa gauche, les deux salariées de l'association, Marianne Mansel et Ilona Welnans.

Ouest-France

À partir du 28 mars, à bord d'une caravane, leur association va sillonner la France. Pour lutter contre les idées reçues sur le chômage et convaincre que l'emploi pour tous, c'est possible.

L'initiative

« Il ne faut pas penser qu'un chômage à 5 % est satisfaisant, que c'est le plein emploi. Convertissez ça en nombre de personnes qui vivent le chômage, avec le sentiment d'inutilité qu'elles ont ! », invite à penser Benoît Akkaoui, président d'AITA 29 (association intermédiaire). Betty Rabouin, directrice de l'entreprise adaptée (EA) Eco-étang de Brissac, Philippe Goiset, de l'Esat (établissement et service d'aide par le travail) Kypseli à Bouchemaine, Bruno Bourigaud, directeur de l'EITA 49 (entreprise d'insertion), Julien Lemarchand, directeur de l'ACI (Atelier et chantier d'insertion) Jardin de cocagne à Saint-Barthélemy-d'Anjou, Jérôme Charbonnel, directeur de l'ACI Revie-Verre à Avrillé et Sandra Penisson, directrice de l'EBE (entreprise à but d'emploi) Asure de Saumur et Montreuil-Bellay, sont tous, comme Benoît Akkaoui, impliqués dans l'insertion de personnes plus ou moins éloignées de l'emploi.

Et parce qu'ils sont convaincus que le chômage n'est pas une fatalité, ils ont décidé, avec Patrick Valentin, précurseur de l'expérimentation Territoire zéro chômage de longue durée, de créer l'association Plein emploi solidaire.

« Il y a nécessité à faire évoluer le cadre réglementaire »

Vendredi, en présentant la nouvelle association au marché du Jardin de cocagne, Patrick Valentin, son président, a commencé par rappeler que, depuis un siècle, des ateliers, chantiers, entreprises d'insertion existent, financés par l'économie nationale.

Mais, souligne Julien Lemarchand, « l'insertion est conçue comme un tremplin vers l'emploi ordinaire. Or, des personnes peuvent être dans l'insertion toute leur vie, comme d'autres dans des emplois protégés. L'issue au bout du chantier d'insertion, c'est le chômage d'exclusion, c'est insupportable. Il y a nécessité à faire évoluer le cadre réglementaire ».

Benoît Akkaoui abonde « Le conventionnement de l'État limite l'accompagnement à 24 mois. Après, bonne chance ! C'est le chômage à durée indéterminée. Cela est coûteux pour la collectivité qui aura investi, c'est de l'argent perdu. » Philippe Goiset plaide pour « l'inclusion inversée. Les décrocheurs du milieu ordinaire ont leur place dans le milieu protégé, souligne le directeur de l'Esat Kypseli. Un décret de 2023 permet une porosité entre le milieu Esat et le milieu ordinaire. Des travailleurs peuvent travailler à temps partiel dans l'un ou l'autre ».

Un tour de France en 60 étapes

Pour diffuser leurs idées, les fondateurs de l'association ont imaginé d'organiser un tour de France en 60 étapes, et en caravane. Ils iront vers les territoires mobilisés autour de l'expérience zéro chômage de longue durée.

Patrick Valentin et les deux salariées de l'association vont recueillir des paroles de chômeurs et s'atteler à battre en brèche « l'idée reçue que ces emplois financés coûtent cher. On a mis en place un convertisseur pour donner le coût réel, explique Marianne Mansel, chargée de mission auprès de l'association nouvelle. En calculant les contributions sociales reversées, les contreparties en impôts et taxes, les allocations économisées et la TVA sur la consommation, on voit que le coût peut être neutre ».

Et remboursé haut la main en terme de « justice sociale. » Chez Asure, témoigne Sandra Penisson, « toutes les personnes sont en CDI, sur des contrats de 15 à 20 heures, à temps choisi selon leurs capacités de fatigabilité ou de santé. Handicapé, illettré, ou sujet à une addiction, si on adapte et favorise la coopération, tout le monde peut travailler. Et retrouver la confiance et l'estime de soi. C'est magnifique ».

01/04/2024

Le Tour de France du plein emploi a démarré



Patrick Valentin et Marianne Mancel, prêts à sillonner les routes de France, au départ des Ponts-de-Cé, jeudi.

Ouest-France

Ce jeudi, le lancement du 1^{er} Tour de France des territoires de plein emploi solidaire a eu lieu aux Ponts-de-Cé. Une première étape sur les 60 prévues.

Cette année, la caravane du Tour de France s'apprête à sillonner les routes de l'Hexagone dès le mois de mars. Et pour cause, il ne s'agit pas de cyclisme mais d'un projet de communication populaire en faveur du plein emploi solidaire.

Une initiative qui est à mettre à l'actif de l'association angevine Plein emploi solidaire et de ses trois membres, Patrick Valentin, Marianne Mancel et Ilona Weinans.

Et c'est ce jeudi 28 mars, à la salle Nelson-Mandela des Ponts-de-Cé, qu'elle a lancé la première étape de ce périple de trois mois. « La volonté du maire des Ponts-de-Cé, Jean-Paul Pavillon, de tendre vers un territoire zéro chômeur nous a convaincus de démarrer notre Tour ici », explique Patrick Valentin, président de Plein emploi solidaire. Présent, le maire a confirmé en indiquant « tout faire pour que les personnes puissent retrouver de la dignité à travers l'emploi ».

L'enthousiasme de travailler

Car l'objectif de l'association est de se rendre, à bord de sa caravane, à la rencontre d'élus dans 60 territoires investis dans la lutte contre le

chômage d'exclusion. « Cela va permettre de constater que malgré l'existence d'une diversité de territoires, il y a toujours le même problème de privation d'emploi », affirme Marianne Mancel, salariée de l'association.

En passant par la Bretagne, Lyon, ou encore Paris, l'objectif sera tourné vers l'emploi. « C'est important car partout le même enthousiasme anime les demandeurs d'emploi à l'idée de travailler », évoque Patrick Valentin.

Aux Ponts-de-Cé, des directeurs d'entreprises de lutte contre la privation d'emploi (ELPE) sont venus expliquer leur démarche. Ils aident les personnes en situation de handicap, vieillissantes ou peu qualifiées à trouver un travail. Julien Lemarchand, directeur de l'ACI (atelier et chantier d'insertion) Jardin de Cocagne, à Saint-Barthélemy-d'Anjou, est venu apporter son soutien : « La privation d'emploi est un scandale. »

À 62 ans, Pascal, arrivé du Burundi en 2022, a obtenu un poste de maraîcher au Jardin de Cocagne. « Je voulais travailler dans une entreprise agricole mais mon âge élevé ne m'a pas aidé », explique-t-il. Mais grâce à cet ACI il peut travailler, même si son contrat s'achève en décembre prochain.

Pour finir cette rencontre, les personnes présentes ont rédigé et signé une lettre destinée au président de la République, Emmanuel Macron. Leur ultime demande : « Un salaire plutôt qu'une allocation, voilà ce que nous voulons. »

02/04/2024



La caravane du tour de France du plein emploi solidaire s'arrête à Plessé

Vendredi 5 avril 2024, le tour de France de l'association Plein emploi solidaire fera étape à Plessé (Loire-Atlantique), commune engagée dans la labellisation Territoire zéro chômeur de longue durée.



En octobre 2023, aux côtés d'Aurélie Mézière, la maire (à droite), des agents et volontaires de l'expérimentation s'étaient mobilisés pour défendre les territoires zéro chômeur de longue durée. | ARCHIVES OUEST-France

Pendant deux mois la caravane de l'association nationale Plein emploi solidaire parcourt la France et les territoires ruraux qui font face au chômage dit d'exclusion, c'est-à-dire de longue durée. Ce vendredi 5 avril, elle sera à Plessé (Loire-Atlantique), afin de discuter avec les habitants qui vivent cette situation mais aussi avec les acteurs du territoire qui souhaitent avancer pour aider les chômeurs à sortir de cette situation.

Depuis mars 2022, la commune de Plessé est engagée dans le projet Territoire zéro chômeur de longue durée. Elle vient de déposer le dossier pour être labellisée après deux ans de travail. Il sera ensuite temps de démarrer l'entreprise à but d'emploi portée par une nouvelle association, la Boîte, ensemble bâtissons l'emploi.

60 emplois d'ici 2030

Les acteurs de Plein emploi solidaire viennent rencontrer à la fois les élus qui ont porté le projet et des volontaires éloignés de l'emploi, les associations du territoire et les acteurs institutionnels partenaires, parfois investis dans le comité local pour l'emploi. L'objectif est de « faire vivre le droit d'obtenir un emploi, un droit inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946 », site la municipalité de Plessé dans un communiqué.

À terme, la Boîte vise à créer autour de soixante emplois à destination des personnes durablement privées d'un travail dans le territoire de Plessé, d'ici 2030.

Vendredi 5 avril, à partir de 11 h 45, sur le parvis de la mairie, à Plessé.

Le Télégramme

05/04/2024

Patrick Valentin et Ilona Weinans font partie du projet de la caravane du Tour de France du plein-emploi solidaire, qui a fait sa troisième étape à Vannes.



« Chaque euro dépensé est investi pour l'avenir »

Hier, la caravane du Tour de France du plein-emploi solidaire s'est rendue dans le quartier de Ménémur. Les entreprises et associations locales luttant contre le chômage et la précarité ainsi que des anciennes chômeuses ont témoigné.

Amélie Joret

• Hier, sur la Place Auffret à Ménémur, la caravane du Tour de France du plein-emploi solidaire, a marqué sa troisième étape. Le projet ? Aller sur les 60 territoires habilités Territoire Zéro Chômeurs Longue Durée, pour mettre en avant les actions locales mises en œuvre

pour lutter contre le chômage et favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

« On recense plus d'1M€ de personne qui ne reviennent pas dans les emplois lucratifs », souligne Patrick Valentin, à l'origine de la création des Territoires zéro chômeur. Face à ce constat, il préconise « la mise en place d'une économie solidaire qui se préoccupe de la rentabilité humaine et non seulement financière ».

Des entreprises qui luttent contre la privation d'emploi

« Entendre les témoignages des entreprises qui luttent contre la privation d'emploi constituent le cœur de notre initiative Tour de France », explique Ilona Weinans, membre du projet. « On le fait pour que le plus de monde puisse témoigner de ce que nous vivons », ajoute Patrick Valentin.

Dans le Pays de Vannes, Néo 56, Atout Services, Vannes Relais, AcsoMur ou encore les ESAT et Entreprises adaptées (qui embauchent environ 350 personnes sur l'agglomération

de Vannes) contribuent à la réinsertion professionnelle.

D'après l'Insee, le taux de chômage était de 8,2 % à Ménémur en 2022. Un chiffre supérieur à la moyenne nationale (7,5 %), mais en baisse significative, puisqu'en 1999 il était de 20,7 % et en 2006 de 11,9 %. Présent, David Robo, Maire de Vannes, a annoncé vouloir « faire une société inclusive » tout en ayant connaissance « de la précarité des financements nationaux ». Pour la création de ses emplois adaptés, « chaque euro dépensé est investi pour l'avenir », assure David Robo.

« La formation m'a permis de reprendre confiance en moi »

Ce dispositif a porté ses fruits dans le quartier de Ménémur. À l'image de Véronique qui a décroché un entretien après avoir suivi une formation : « Ça m'a permis de reprendre confiance en moi après n'avoir pas travaillé car j'ai élevé seule mes trois enfants ». Ou encore Muriel, chômeuse de longue durée qui, « après un parcours chaotique », a pu intégrer AcsoMur ».

Leur tour de France roule pour le droit à l'emploi

Pontchâteau — La lutte contre le chômage d'exclusion, c'est l'objectif de ce tour de France, à l'initiative d'une association angevine, Plein emploi solidaire. La caravane a fait étape en ville mercredi.

Partie des Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire) le 28 mars pour sillonner la France pendant soixante jours, la caravane du Plein-emploi solidaire s'est arrêtée, pour sa troisième étape, mercredi, à Pontchâteau.

La caravane a été accueillie par Danielle Cornet, maire et membre du Comité local pour l'emploi. Il a rappelé son attachement au droit à l'emploi en affirmant qu'« **il est plus valorisant de percevoir un salaire plutôt qu'une allocation et de pouvoir être ainsi fier d'accomplir un travail** ».

Combattre les idées reçues

Cette opération, lancée par l'association angevine Plein-emploi solidaire, vient à la rencontre de personnes qui, dans les villes et les campagnes, subissent le chômage d'exclusion. Selon elle, près de 2 millions de personnes sont « **trop peu qualifiées** », « **trop handicapées** » ou encore « **trop vieilles** », et se trouvent exclues du marché de l'emploi.

Combattre les idées reçues constamment véhiculées selon lesquelles les chômeurs de longue durée seraient inemployables, c'est le défi que s'est fixé l'association en donnant la parole, chaque jour pendant trois mois, à des personnes privées d'emploi ou ayant déjà vécu le chômage d'exclusion.

Pour cela, les représentants de l'association Pactes, de l'Esatco (Établissement et service d'aide par le travail), de l'entreprise à but d'emploi



La caravane du tour de France de l'emploi solidaire à la rencontre des élus locaux, des personnes privées d'emploi et des établissements de lutte contre la privation d'emploi comme Espacea, l'Esatco et Pactes.

PHOTO : OUEST-FRANCE

(Ebe) Espacea et de l'association locale Territoire zéro chômeurs de longue durée étaient accompagnés de personnes venues témoigner de leur expérience difficile de l'exclusion du monde du travail et de la privation d'emploi.

Un droit inscrit dans la constitution de 1946

Béatrice Guihard et Alexandra Leguen, employées en CDI par l'Ebe, assurent que ce travail change leur vie, maintenant équilibrée et stable.

Elles retrouvent du lien social, une « **bouffée d'oxygène** » après leurs parcours d'accidentées de la vie. Sonia Duffy, fragile psychologiquement, est candidate à un emploi stable à Espacea.

Guillaume Vallée, issu de l'industrie, s'est reconverti à l'entretien des espaces verts au sein de l'association Pactes : « **Je m'étais exclu de la société et maintenant, j'ai la chance de retrouver un rythme de vie normal.** »

Jessica Jégo et Nina Heller, employées au sein de l'Esatco, assu-

rent que leur travail leur « **sauve la vie** », après des parcours compliqués ou atypiques faits d'exclusion sociale.

Tous réclament à l'état la poursuite de l'expérimentation et mènent le même combat pour faire vivre « **le droit d'obtenir un emploi** », inscrit dans la constitution de 1946.

Pour cela, l'association Plein-emploi solidaire fait la démonstration sur son site internet d'un coût neutre pour le contribuable de ces emplois accessibles.

Pontchâteau

La nageuse mutimédaillée et trisomique à Saint-Joseph



Cléo Renou, âgée de 22 ans, porteuse de trisomie 21, est championne de natation en sport adapté. Mardi, elle est venue avec sa maman à la rencontre des élèves de l'école Saint-Joseph.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Mardi dernier, des élèves de CE2 et CM1 de l'école Saint-Joseph ont eu la chance de rencontrer Cléo Renou, porteuse de trisomie 21, athlète multi-médaillée de l'équipe de France de natation en sport adapté et championne du monde 2024 en 50 m nage papillon et 200 m 4 nages.

Cléo Renou ne se contente pas de briller sur les podiums, elle participe bénévolement avec sa mère Alexandra à faire la promotion de son sport et défend la cause des personnes porteuses d'un handicap dans les établissements scolaires.

Les enfants, impatients de la rencontrer, lui ont posé de nombreuses

questions, notamment sur les thèmes du sport, du handicap, des valeurs olympiques et paralympiques auxquelles Cléo et sa mère ont répondu avant de se livrer à une séance de dédicaces.

Cléo Renou ne pourra pas participer aux Jeux paralympiques car les athlètes porteurs de trisomie en sont exclus. Les sportifs handicapés mentaux sont les grands oubliés des Jeux mais Cléo Renou, couverte d'or aux derniers Trisome games, une épreuve mondiale réservée aux trisomiques, sera tout de même porteuse de la flamme olympique le 6 juin, dans le Morbihan.

08/04/2024

Pipriac

8 Avril 2024

Un tour de France du plein-emploi solidaire



La caravane du tour de France pour le plein-emploi solidaire s'est arrêtée à Pipriac, mardi.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Mardi, la caravane du tour de France du plein-emploi solidaire a fait escale à Pipriac, en présence du Département, l'Esat Utopi de Redon, d'Aide emploi services, d'Iloz et de France Travail.

« Nous sommes heureux d'être la première étape de ce tour de France du plein-emploi solidaire. Grâce à la volonté des élus locaux, des acteurs économiques, des associations, etc., on tend la main à celles et ceux qui vivent dans la précarité », a souligné Franck Pichot, le maire.

« Toute personne est employable »

« Depuis la fin des Trente Glorieuses, je suis sensible à la misère sociale. Nous devons être vigilants à celles et ceux qui n'ont pas ou plus d'emploi. Toute personne est employable. Il faut que les postes proposés correspondent aux capacités des demandeurs d'emploi », précise Patrick Valentin, à l'origine de ce tour de France.

C'est la solidarité qui permettra à chacun(e) de travailler; d'être inté-

gré(e) dans la vie au quotidien. Une règle unique pour toutes et tous ne résoudra pas le problème de l'emploi.

« Rompre l'isolement, reprendre confiance »

« J'ai été employeuse, puis salariée, et aujourd'hui, je cherche un emploi. France Travail et Iloz m'accompagnent et me permettent de rompre l'isolement, de reprendre confiance. C'est un vrai soutien », témoigne Nathalie Allain. Elle suit une formation en informatique pour compléter ses compétences et répond à des offres pour des missions en CDD.

Ce tour de France permet de créer une articulation entre tous les partenaires de l'emploi : France Travail, la Mission locale, le Département, la Région... Le territoire de Pipriac-Saint-Ganton est pilote depuis 2017, avec l'Entreprise à but d'emploi (EBE) Tézéa.

Contact : Iloz, rue de l'Avenir, à Pipriac. Tél. : 02 99 34 36 91 ; contact@iloz.bzh ; site : www.iloz.bzh

08/04/2024

**Presse
Océan**

Plessé. La caravane du Tour de France du plein-emploi solidaire en terre plesséenne



La caravane de l'emploi solidaire accueillie à Plessé. | PHOTO PRESSE OCÉAN

La caravane du Tour de France du plein-emploi solidaire a marqué une halte en terre plesséenne ce vendredi 5 avril. Aurélie Mézière, maire, l'a accueillie. Elle a exprimé son idée de l'importance de ce concept qui consiste à adapter le travail à l'humain.

Patrick Valentin, créateur de « Plein-emploi solidaire » était également sur place.

Les premiers constats partagés de ce tour de France sont que notre conviction est que le travail doit s'adapter aux personnes et non l'inverse ».

Un projet comme « Territoire Zéro chômeur de longue durée » nous a très vite parlé à Plessé : nous souhaitons remettre l'humain au cœur de l'emploi ! Ce projet a été pensé comme les autres : inclure les gens, faire ensemble, construire collectivement en impliquant tous les acteurs », affirme Aurélie Mézière.

Ce passage a vu la présence d'une trentaine de personnes actrices de l'emploi, partenaires, VIP (Volontaires Investis à Plessé), bénéficiaire du dispositif... Cette rencontre a aussi permis à des personnes en situation d'éloignement de l'emploi de témoigner de leur expérience dans ce dispositif.

Bourges → Ville

EMPLOI ■ L'association Plein-emploi solidaire à la régie de quartier, jeudi

Investis pour le plein-emploi

Le tour de France du Plein-emploi solidaire a fait étape à Bourges, jeudi. L'occasion de rencontrer les acteurs investis dans cette démarche, qui se renforcera par une entreprise à but d'emploi dans l'année.

Matis Rapacioli

matis.rapacioli@centrefrance.com

L'heure n'est pas encore au Tour de France, mais une caravane arpente, déjà, les routes du territoire. Ou du moins les territoires investis dans le Plein-emploi solidaire.

Un statut que Bourges, 10^e étape de la caravane, s'est construit au fil du temps comme l'ont évoqué Irène Félix, présidente de l'agglomération Bourges Plus, et Olivier Cabrera, adjoint au maire de Bourges, délégué au commerce, lors d'une réunion à la régie de quartier : « L'entraide berruyère a 40 ans, la régie de quartier, 32 ans, c'est cette histoire que l'on veut enrichir ».

La souffrance de la privation de l'emploi

En ligne de mire, notamment, l'habilitation du projet Territoire zéro chômeur de longue durée de



TÉMOIGNAGES. Élus, association de l'emploi et demandeurs d'emploi étaient réunis.

l'agglomération qui devrait être validée en conseil d'État d'ici la fin du mois. Alain Aufrère est président de l'association porteuse de projet. Cette habilitation mènera à la création de « Bosser ensemble sur le territoire », entreprise à but d'emploi.

Dans la recherche du Plein-emploi solidaire, Irène Félix ne voit pas « d'injonction à aller travailler, on ne renvoie pas le poids de la recherche que sur les

individus. » Référence à peine voilée au RSA conditionné, dont l'expérimentation arrivera dans le Cher dès la fin de l'été, à l'initiative du conseil départemental.

Une démarche à laquelle s'est plus frontalement encore attaquée Marianne Mancel, membre de l'association du Plein-emploi solidaire, avant de préciser l'action du jour : « Notre ambition est de montrer et renforcer l'union entre les

différentes entreprises de lutte contre la privatisation de l'emploi. Que ce soit dans l'insertion, pour un public en situation de handicap comme le Gedhif ».

Un temps a, par la suite, été donné aux témoignages tant de gens en recherche d'emploi que de salariés. « Dans notre tour de France, on voit une donnée se confirmer, c'est la souffrance de la privation de l'emploi, via une stigmatisation ». ■

15/04/2024

economie

« Personne n'est inemployable »

En août 2023, l'entreprise Yaka-Blois naissait dans le cadre de l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée menée par Agglopolys. Son but : proposer, à toutes les personnes privées durablement d'emploi qui le souhaitent un poste à durée indéterminée, adapté à leurs savoir-faire et à temps choisi. Quelques mois après sa création, elle a été mise à l'honneur lors du Tour de France du plein-emploi solidaire qui faisait escale à Blois vendredi 12 avril. « Au début, je ne croyais pas à cette expérimentation tellement le cahier des charges était lourd, mais maintenant je suis convaincu », explique Ozgur Eski, conseiller délégué d'Agglopolys en charge de l'emploi et de l'insertion.

« Avant, je vivais dans la précarité »

Maman solo avec trois enfants à charge, Reinatou Gagliano,



Reinatou Gagliano et Lydie Bigot ont rejoint l'entreprise à but d'emploi Yaka-Blois il y a quelques mois. (Photo NR)

36 ans, a intégré Yaka-Blois en janvier 2024, en tant qu'assistante administrative. Cet emploi lui a changé la vie, pouvant concilier une activité professionnelle et sa vie personnelle : « Avant je vivais dans la précarité. Je suis très

heureuse, car chaque jour j'apprends. Prochainement, je vais rejoindre l'équipe de production de vaisselle comestible So-Malté. »

Après un CDI de dix-sept ans, Lydie Bigot, 44 ans, a retrouvé du travail avec cette entrepri-

se à but d'emploi. Une formation de sept mois lui a permis de décrocher un poste d'assistance comptable et surtout de retrouver de la confiance en elle.

« Notre Tour de France vise à mettre un maximum de pression sur les pouvoirs publics qui vont décider dans deux ou trois ans de l'avenir de cette expérimentation, souligne Patrick Valentin, à l'origine des Territoires zéro chômeur. Personne n'est inemployable. Ce n'est pas le travail qui manque et ce n'est pas non plus l'argent. »

A côté de Yaka-Blois, d'autres structures étaient associées à l'événement, dont Id'ées Intérim, ASLD avec ses chantiers d'insertion, Acta Vista, Aihdac, Ergos et Kaïros. Histoire de montrer la diversité du tissu économique solidaire qui existe en Loir-et-Cher.

Claire Neilz

CHEZ VOUS

La caravane du Plein emploi solidaire est venue à la rencontre des acteurs qui luttent contre la privation d'emploi et les salariés de Nevez Amzer ici à Mez Menez.



SAINT-THÉGONNEC LOC-EGUINER

Nevez Amzer a créé 22 emplois en CDI

Lundi dernier, l'association Plein emploi solidaire a fait escale à Saint-Thégonnec dans le cadre de son tour de France. L'occasion de faire le point sur les résultats déjà obtenus localement.

● À l'initiative de Patrick Valentin, co-fondateur de Territoire zéro chômeur de longue durée, une association Plein emploi solidaire a vu le jour à Angers. Elle organise cette année un tour de France des territoires de plein emploi solidaire. La caravane est conduite à tour de rôle par Patrick Valentin, Marianne Mancel et Ilona Weinams, les trois

membres de l'association. Parti le 28 mars des Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire), elle va rallier Paris, le 28 juin, au bout de trois mois et 60 étapes.

La sixième s'est déroulée lundi dernier à Saint-Thégonnec. Marianne Mancel a rencontré dans la matinée les acteurs de l'expérimentation locale Territoire zéro chômeur de longue durée, les élus, les salariés, et l'Ulamir-CPIE de Morlaix-Trégor.

Une partie de l'objectif atteint

Au programme : une visite des locaux de Mez Menez, du jardin des mille plantes et une table ronde à la salle du Quinquis. La maire, Solange Creignou, a souligné que si le projet a mis cinq ans à se concrétiser, en moins d'un an le tiers de l'objectif est atteint avec 22 emplois créés. « Cette entreprise apporte des services à la population, elle crée une cohésion sociale, commente l'élue. Pour atteindre cet objectif, le porte-à-porte des bénévoles a été déterminant. La Région a aussi soutenu

le projet en octroyant 100 000 € sur trois ans, ce qui nous a permis de créer un poste à plein temps. Morlaix Communauté a emboîté le pas et est devenu partenaire. »

Des CDI à temps choisi

Directrice de Nevez Amzer -Terre d'emplois solidaires, Marion Le Saout a dressé un bilan encourageant : « Les 22 salariés sont en CDI à temps choisi et si l'éventail d'horaire de travail oscille entre 12 heures et 35 heures, la moyenne correspond à 0,75 temps plein par salarié. Nous accueillons aussi des personnes en situation de handicap ce qui correspond à 24 % de l'effectif. »

Les salariés trouvent leurs marques à l'atelier bois, au maraîchage, au tricot, à la recyclerie-bricolage et bientôt à la blanchisserie. Directrice de l'Ulamir, Bénédicte Campois a parlé des chantiers d'insertion. Des salariés ont aussi parlé de leur vécu, préférant « toucher un salaire plutôt qu'une allocation ».



MAYENNE

250 personnes à la concertation pour le droit à l'emploi à Changé

Mercredi, seize structures nationales d'accompagnement à l'emploi et à la solidarité s'étaient donné rendez-vous salle des Ondines, à Changé.

Environ 250 personnes ont répondu présent pour ce premier temps d'échanges autour de questions telles que : « Qu'est-ce que la privation d'emploi ? », « Quels types de structures peuvent créer des emplois supplémentaires ? » ou encore « Comment financer les entreprises de lutte contre la privation d'emploi ? » Parallèlement, il y avait la présence de la caravane itinérante du Tour de France du plein emploi solidaire, en

présence de Patrick Valentin, philosophe du travail et entrepreneur social.

L'objectif de ces conférences territoriales vise à réunir les acteurs (structures, entreprises, etc.) qui agissent contre la privation d'emploi et qui accompagnent les demandeurs, afin d'échanger sur leurs pratiques et leurs visions. « L'ambition est de mener et prendre part à la construction d'une loi pour le droit à l'emploi », précise Antonin Grégorio, directeur général de l'association Territoires zéro chômeur de longue durée. Loi qui, dans l'idéal, serait portée par un député ou le Gouvernement, d'ici à

2026. En Mayenne, le dispositif a été lancé en janvier 2024 sur le territoire de Laval agglomération. ■



Parallèlement à la conférence sur le droit à l'emploi, il y avait la présence de l'association nationale Plein emploi solidaire et de sa caravane. Au micro : Patrick Valentin, philosophe du travail et entrepreneur social. Photo : Ouest-France



20/04/2024

Saumur

Chez Emmaüs, elle a retrouvé confiance en elle

Agente d'entretien de 62 ans, Christiane Martin a retrouvé une activité grâce à l'emploi solidaire chez Emmaüs, où elle s'est sentie enfin valorisée.

PAGE 6

PHOTO : CO



SAUMUR

« Chez Emmaüs, j'ai été valorisée »

À l'occasion du passage de la Caravane du plein-emploi à Saumur, les structures locales œuvrant pour l'emploi solidaire se sont rassemblées mercredi.

Christiane Martin, 62 ans, était au chômage depuis quatre ans. Mère de quatre enfants et sans permis de conduire, sa carrière d'agent d'entretien a été entrecoupée par des périodes d'inactivité. Depuis quelques mois, elle est accompagnée par le Comité d'amis Emmaüs, qui lui permet jusqu'à son départ à la retraite une activité professionnelle « gratifiante ». Elle était ce 17 avril 2024 au passage de la caravane de l'emploi qui a fait étape à Saumur, dans le cadre de son Tour de France du plein-emploi solidaire.

(Re)prendre confiance en soi et en son travail

« C'est valorisant de travailler », déclare la sexagénaire. Quand elle est arrivée à l'association, au départ « c'était pas trop ça. Il a fallu apprendre à se connaître. » « C'est surtout que tu manquais de confiance en toi », tempère Patricia Guibot, accompagnatrice socioprofessionnelle dans la structure.

De ces mois passés à l'association comme agente d'entretien, Christiane Martin retient les compliments quotidiens : « J'ai été valorisée alors que dans aucun autre endroit où j'ai exercé ça n'a été le cas. Il n'y a qu'à Emmaüs où ils m'ont dit que mon travail était bien fait. Et ça, ça compte énormément, surtout qu'on n'est pas payé à notre juste valeur dans cette profession. On est un peu les oubliés de la vie. Je vais rester encore six mois jusqu'à ma retraite. »

La mère de famille aurait bien aimé continuer un peu plus son expérience, mais une fois l'âge de la retraite atteint, son contrat prendra fin. Loin de se laisser abattre, elle explique que « si sa santé le lui permet, elle



Patricia, Christiane Martin et Elio Viveiros d'Emmaüs à Saumur.

PHOTO: CO

continuera à faire quelques ménages dans d'autres entreprises pour compléter sa pension ».

Car pour elle, le plus important c'est de « terminer mon activité avec plaisir, pouvoir dire que j'ai participé à la société, au travail. C'est pour ça que je veux continuer un peu. »

Un accompagnement social et vers l'emploi

Outre la reprise d'activité, Christiane Martin a pu compter sur Patricia Guibot pour l'accompagnement dans d'autres projets de vie. « Je

n'arrive pas à avoir le Code de la route. Elle m'a trouvé une structure qui pourrait m'aider à l'obtenir. Ce serait le Graal pour moi. Ce serait synonyme d'indépendance, de ne plus dépendre de mon mari pour aller ici ou là. » Patricia Guibot accompagne six personnes dans la même situation que Christiane Martin. « Je les vois en entretien tous les quinze jours, pendant une heure et demie. Il y a à la fois l'accompagnement social, la découverte de la personne pour valoriser ses compétences et l'accompagnement vers l'emploi, avec les stages

éventuellement. »

« Le but c'est de pouvoir trouver une formation ou un contrat à l'extérieur », détaille la professionnelle, qui travaille ici depuis treize ans. En moyenne, 20 % des personnes qu'elle accompagne trouvent un emploi. « Mais ce n'est pas que ça qui est recherché, ajoute-t-elle. Quand quelqu'un quitte Emmaüs en nous disant qu'il se sent capable de pousser la porte d'une boîte d'intérim, c'est aussi une belle réussite. »

Annah BLOUIN-FAVARD

20/04/2024

« L'Esiam m'a fait confiance »

Le Mauléonnais Gwenaël Moron évoque comment l'Entreprise solidaire d'initiatives et d'action mauléonnaise lui a permis de retrouver un job.



Mauléon, jeudi. Christophe Boutin, le directeur de l'Esiam, et Gwenaël Moron, agent administratif, qui a retrouvé du boulot grâce à l'entreprise à but d'emploi.

PHOTO - CO - GUILLAUME RAINEAU

Gwenaël Moron a la voix posée. Présent jeudi au passage à Mauléon du tour de France du Plein emploi solidaire, l'homme de 46 ans ne voit pas d'inconvénient à raconter comment l'Esiam (Entreprise solidaire d'initiatives et d'action mauléonnaise) lui a tendu la main et permis de renouer avec le monde du travail.

« J'ai travaillé pendant 22 ans dans une entreprise. De façon tout à fait normale. Et puis, mon corps a commencé à lâcher. Les douleurs sont devenues quotidiennes. Un matin, cela ne la plus fait du tout », lance l'habitant de Rortais, commune associée de Mauléon. La douleur est terrible et ne se dissipe pas. Gwenaël Moron ne peut plus bouger. Il faut agir au plus vite et passer des examens en urgence. « Ils ont révélé que j'avais une maladie neurologique et rhumatologique. Je risquais la paralysie... », poursuit-il.

« Un vrai parcours du combattant »

Gwenaël Moron n'a pas le choix : il doit subir non pas une mais deux opérations dans un laps de temps rapproché. « tout mon rachis était abîmé. » Les arrêts maladie se succèdent. « J'étais dans l'impossibilité de reprendre mon activité à temps plein. J'ai finalement été licencié de mon entreprise pour inaptitude professionnelle. S'en est suivie une période de chômage d'un an. Cela a été un vrai parcours du combattant pour trou-

ver une formation adéquate », relève le quadragénaire, qui reconnaît que son moral n'est alors « pas au beau fixe ».

Taradé par ses soucis de santé et ne se voyant pas d'avenir professionnel, Gwenaël Moron trouve quand même l'énergie « de s'intéresser à toutes les structures du Mauléonnais qui œuvrent pour permettre un retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées. C'est ainsi que je suis tombé sur une annonce de l'Esiam, qui recherchait un agent administratif. J'ai postulé alors que je pense que je n'avais pas les compétences pour le poste ! J'ai eu la chance d'avoir un entretien et d'être pris. »

Cela fait un peu plus d'un an que

Gwenaël Moron occupe sa fonction d'agent administratif. « Mon poste et mes horaires sont adaptés. L'Esiam m'a fait confiance et continue de m'accompagner. J'y ai développé des compétences. J'effectue deux jours à temps plein par semaine, les trois autres jours sont à temps partiel. Cela me permet de continuer d'avoir des soins à Nantes, où je suis suivi. Le nerf sciatique me fait souffrir au quotidien », précise celui qui se nourrit de ce que lui apportent ses collègues. « Ce sont des gens qui viennent d'horizons différents. Ce sont autant de richesses humaines », apprécie-t-il.

Guillaume RAINEAU

À SAVOIR

« On est dans notre rôle d'élu »

Ce n'est pas un hasard si l'association Plein emploi solidaire (N.D.L.R. : représentée par son président Patrick Valentin) a fait étape à Mauléon, jeudi. La commune est investie dans le projet Territoire zéro chômeur de longue durée depuis 2016.

« L'entreprise a été lancée en janvier 2017. On est dans notre rôle d'élu d'accompagner ce genre de projet. Je ne serai plus élu en 2026. Territoire zéro chômeur constituera certainement

mon plus fort souvenir en 25 ans comme élu », précise Pierre-Yves Marolleau, maire de Mauléon. Différents acteurs et structures qui se démentent pour favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées (Atout services, l'Esiam, l'Adapei 79 ou encore Emmaüs) ont présenté leurs actions, lors de la journée organisée par Véronique Boulier, chargée de projet à la Maison de l'emploi du Bressuirais.

SAUMUR KIOSQUE

Vie de la cité

Saumur. De nombreux acteurs réunis lors du passage de la caravane du Plein Emploi Solidaire

Publié le 23/04/2024

Saumur, la caravane du Tour de France des territoires pour le plein emploi solidaire a fait sa 12e étape le mardi 16 avril à l'Espace des Hauts Quartiers et au siège de Asure à Saumur. Retour sur ce temps fort de l'emploi pour tous.



La caravane, arrivée vers 11h, a fait la visite des quartiers Chemin Vert et Hauts Quartiers. Le président du Comité local pour l'Emploi, Guy Bertin, conseiller départemental et vice-président de l'Agglomération Saumur Val de Loire, avec Dominique Deloche et Jean-Michel Marchand, respectivement président et vice-président Asure, association et entreprise à but d'emploi issue du dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD), ont accueilli Patrick Valentin, président de l'association Plein Emploi Solidaire, à l'origine de l'expérimentation des TZCLD. Étaient invités à témoigner tous les acteurs de la lutte contre la privation d'emploi du territoire saumurois, autrement dit les « ELPE » les Entreprises de lutte contre la privation d'Emploi à l'image de : Aied, l'Aspire, Asure, Cava, Corylus, Emmaüs, des ESAT dont l'Ista, le Relais pour l'Emploi 49, etc. Autant d'acteurs qui savent pertinemment combien il est important d'adapter l'emploi aux personnes avec un accompagnement respectueux de la personne.

Des témoignages forts et porteurs de sens

Étaient également invités à témoigner des salariés de ces structures. « *Nous avons entendu leurs souhaits de retrouver de la dignité à travers un emploi, leur volonté de travailler, d'être utile, de devenir plus autonome, avoir un salaire.* », explique Jean-Pierre Bachowicz, membre du bureau d'Asure. Une femme de 62 ans a également partagé son expérience dans une association : « *J'ai été valorisée (par des compliments quotidiens sur son travail d'agente d'entretien) ça compte énormément. On est un peu des oubliés de la vie...* » Pour cette personne, il est très important de « *pouvoir dire que j'ai participé à la société, au travail.* » La privation durable d'emploi génère nombre de difficultés pour les personnes et les familles. En Saumurois, plusieurs acteurs, complémentaires, font montre d'un réel engagement pour accompagner les personnes à travailler et à créer des emplois adaptés. Tous ont partagé ensuite un apéritif solidaire (préparé par des salariés de Asure) avant le départ de la caravane qui poursuit son Tour de France en 60 étapes. Enfin, un courrier a été adressé au Président de la République de la part des différents participants pour une loi du droit à l'emploi pour chacun.

27/04/2024

Saint-Girons : un village dans la ville pour un droit au plein-emploi solidaire



Le maire de Saint-Girons, Jean-Noël Vigneau, est aussi à la rencontre des différents acteurs peu après./ DDM – S.S

Les allées du Champs de mars se sont transformées, jeudi après-midi, en un village réunissant des acteurs plaidant pour le droit au travail pour tous et donner une information au grand public sur leurs missions et actions. Un événement organisé à l'occasion de la venue de la caravane du Plein-Emploi Solidaire à Saint-Girons, qui y faisait halte pour une 19e étape avant de reprendre la route dès le lendemain pour Pézenas.

"Nous représentons toutes les ELPE, c'est-à-dire les entreprises de lutte contre la privation d'emploi", présente Ilona, conductrice de cette caravane qui réalise un Tour de France depuis mars et représente l'association nationale Plein-Emploi Solidaire.

Des Esat, entreprises adaptées, les SIA et autres EBE qui ont une vocation inclusive vers les publics les plus éloignés de l'emploi, les personnes porteuses de handicaps ou même les jeunes. "On estime aujourd'hui qu'il y a 2 millions de personnes en France qui sont des chômeurs de

longue durée, privées d'emploi car ils ne leur sont pas rendus accessibles. On fait un tour de France pour défendre le droit au travail de ces personnes".

Peser sur les décisions

L'objectif est de peser sur les décisions gouvernementales alors qu'un projet de loi se prépare. Chaque jour, au gré de ses étapes, Ilona adresse un courrier au président de la République signé de tous les volontaires prêts à plaider cette cause.

Parmi eux, Sylviane Lavédrine Goguillot, élue à Saint-Girons et première présidente de l'Entreprise à But d'Emploi "Union pour Bâtir des Activités en Couserans", assistée de Kamal Aatillah, son chargé de projet dans le cadre de la démarche "Territoire zéro chômeurs de longue durée". "C'est important aujourd'hui de montrer les projets, ce qui se fait en matière d'insertion, et plus particulièrement c'est l'occasion de faire un point sur le projet "Territoire zéro chômeurs de longue durée". Tout est prêt, on attend le feu vert de l'État pour démarrer rapidement autour d'activités non concurrentielles dans les domaines de l'environnement, l'aide à la personne".

Une quinzaine de personnes pourraient être employées au démarrage par cette EBE. On estime à 900 le nombre de personnes en chômage de longue durée sur le bassin de Saint-Girons. La caravane pour le plein-emploi solidaire n'a pas fini de tourner.

CASTILLON-LA-BATAILLE

La Caravane de l'emploi solidaire a fait étape

À l'occasion du Tour de France du Plein Emploi Solidaire, la Caravane Solidaire s'est arrêtée le 24 avril et a découvert la ville.

Mercredi 24 avril la Caravane Solidaire est arrivée sur la Place Jouanno, point de départ pour sillonner la ville afin de sensibiliser sur la problématique de la privation durable d'emploi et ses solutions, puis partager les témoignages. Un tour de ville a ainsi permis « d'informer tous les habitants de l'évènement » raconte Céline Blouin, salariée CastiLab.

« Un salaire plutôt qu'une allocation »

« Le droit à l'emploi, c'est ce que nous rappelle le passage de la caravane aujourd'hui » souligne le maire Jacques Breillat. La venue de la caravane est une confirmation que la ville de Castillon se rapproche de son objectif, enrayer le chômage sur le territoire. Grâce à la création il y a trois ans de l'entreprise Castilab, des habitants privés d'emploi sont réinsérés. Pour clore la réception, la lettre écrite au Président de la République a été lue. Des revendications concernant la loi du droit au travail et le plein-emploi solidaire sont exprimées avec pour conclusion : « Un salaire plutôt



Jacques Breillat ouvre la danse des signatures de la lettre adressée au Président de la République.

qu'une allocation. » Tous, habitants et acteurs, ont été invités à signer la lettre.

« Changer le regard donné aux demandeurs durables d'emploi »

L'autre objectif de cette mobilisation autour de l'emploi solidaire est de pallier les soucis psychologiques que ce problème entraîne. La privation d'emploi crée « un regard dur » et des remises en question autour « de notre rôle dans la société », exprime le maire de Castillon. « Il faut changer le regard sur les demandeurs d'emploi. On les met au ban de la société mais ils ont la volonté de travailler ! » insiste Céline. Gilles

Aragon, salarié Castilab ajoute : « Le monde de l'entreprise doit changer sa vision, notamment sur le handicap et la différence. »

« Ça nous paraissait utopique mais aujourd'hui c'est une réalité » annonce fièrement Jacques Breillat. La veille, grâce à la mise en marche du projet CastiLab, un magasin biologique a ouvert ses portes. « Avoir un travail qui a du sens et avoir toujours envie d'apprendre, c'est la résolution de l'expérimentation CastiLab » complète Marie Van Oostveen, la présidente de Castilab. Cette boutique-crêperie bio, située rue Victor-Hugo, a créé une nouvelle activité pour ses sala-



Les acteurs et habitants signent ensemble la lettre écrite pour le Président.

riés EBE (Castilab: Entreprise à But d'Emploi). Gilles Aragon est ancien cadre pour la chaîne Biocoop, en région parisienne. Il explique qu'il s'est retrouvé privé d'emploi durant trois ans. Il est arrivé à Castillon-la-Bataille et a pu retrouver un emploi en « poussant la porte de Castilab. » Et après quatorze mois de travail, pour préparer la boutique, elle avait ouvert la veille. Céline Blouin a, quant à elle, pu profiter des formations proposées par Castilab, en commerce et en communication. Cela lui a permis d'approfondir son activité d'origami.

Élodie Sayers



Pourquoi la Caravane Solidaire ?

Le Tour de France de la Caravane Solidaire est organisé par l'association Plein Emploi Solidaire. Il a débuté son tour le 28 mars aux Ponts-de-Cé, à côté d'Angers.

La Caravane va ensuite aller de territoire en territoire jusqu'au 30 juin, pour finir à Paris. 60 étapes pour rappeler que le territoire visité est un territoire de plein-emploi solidaire et qu'il se défait de la privation d'emploi.

Les principales revendications portées par Ilona Weinans : « l'emploi cofinancé/aidé, n'est pas cher contrairement aux idées reçues. [...] Le travail ne manque pas et personne n'est inemployable. »

Cette action s'appuie également sur l'opération volontaire « Territoire zéro chômeur de longue durée » lancée en 2016 par le gouvernement et des partenaires associatifs. La Caravane rencontre des territoires volontaires, habilités par le gouvernement et unissant toutes les ELPE (Entreprise de lutte contre la privation d'emploi) dans leur démarche.



La réception officielle d'accueil d'Ilona se tient devant la Caravane de l'emploi solidaire.

CASTILLON

Braderie solidaire ouverte à tous, organisée par le Secours Populaire de Castillon-la-Bataille, le samedi 4 mai de 9h à 12h. Vêtements-Chaussures-adultes-enfants- neufs et d'occasions Vaisselle bibelots-déco-Jouets- etc au local du SPF, 31 rue Jules Verne. Contact: 07 72 31 62 29.

Réunion d'information habitants par Habitat des Possibles - Vendredi 3 mai: 15h - salle du conseil (et ouverture des candidatures pour entrer dans la maison partagée.)

Vide-grenier dimanche 5 mai: du judo club Castillon - 8h - parking gymnase, dojo, skatepark

Couscous, spectacle et exposition par les Bobards -dimanche 5 mai 13h - place Pierre Orus (tout le programme: <https://www.lesbobards.fr/events/grand-couscous-des-bobards>)

Retournement & distribution de compost par la mairie - Mardi 7 mai: 14h - composteur de la Louvière

Tournoi du 8 mai de l'école de rugby - 9h - stade Mirambeau mercredi 8 mai: **inauguration du parcours** « Entre les lignes » mercredi 8 mai par la ville & la cdc - 15h - place Antoune.

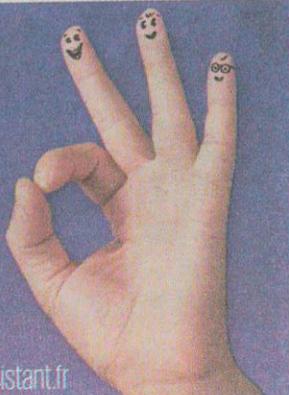
AG du comité de jumelage - Jeudi 9 mai: 10h - salle du conseil

AG du GRHESAC - Samedi 11 mai: 10h - salle Bannès

VOUS ÊTES ANNONCEUR ?

Vous souhaitez passer de la publicité dans **RESISTANT** ?

078963.79.66 - 05.57.55.49.40 - commercial@leresistant.fr



Mouliets Salle Bodega - 500 m Castillon
07 71 22 61 61 - 05 57 40 45 54

2 LOTOS Vendredi 3 mai 21 h
Dimanche 5 mai 15 h

5 000 € À GAGNER
avec bons d'achat 50 € - 100 € - 150 € -
200 € - 250 €... jusqu'à 500 €

FORFAITS PAS CHERS - Vendredi 22 € les 15 cartons, 25 € les 21, 28 € les 27
Dimanche 17 € les 15 cartons, 22 € les 21, 26 € les 27



CONTACTS

MIDI LIBRE

Rédaction :

redac.pezenas@midilibre.com

Publicité :

L'Agence by Midi Média,
Polygone, Immeuble quai
Wilson, 1 et 5 carrefour de
l'Hours, 34 500 Béziers.

☎ 04 67 80 79 80.

Abonnement et portage :

☎ 04 30 00 30 34 et par
profil.midilibre.fr

Avis de décès :

☎ 04 30 00 80 00.

EN CAS D'URGENCE

Gendarmerie : ☎ 17

Ambulances : après 20 h,
ainsi que les dimanches
et jours fériés, de 8 h à
20 h, contacter le Samu
☎ 15.

ERDF : ☎ 09 726 750 34.

GRDF : ☎ 0800 473 333.

Contacts réseau public
(24 h/24, 7j/7) :

Eau : ☎ 04 34 33 80 03.

Assainissement :

☎ 09 77 40 11 38.

Électricité :

☎ 06 24 24 19 58.

Polyclinique Pasteur :

☎ 04 67 90 41 42.

À VOTRE SERVICE

Mairie : ☎ 04 67 90 41 00.

Services municipaux :

(numéro vert, gratuit)

☎ 0 800 034 120.

Sictom : ☎ 04 67 98 45 83.

Déchetterie : ouverte du

lundi au samedi de 8 h à
12 h et de 14 h à 17 h 30 ;
le dimanche de 8 h 30 à
12 h.

CINÉMA

Le Molière

1, place Ledru-Rollin

☎ 04 67 90 76 41.

18 h : Quitter la nuit.

La ville a accueilli le tour de France de l'emploi solidaire

SOCIÉTÉ

La caravane du plein emploi solidaire a fait étape dans la cour d'honneur de la mairie.

La caravane du plein emploi solidaire sillonne les routes de France pour aller à la rencontre des personnes qui subissent le chômage de longue durée. « Partie le 28 mars d'Angers, ville où réside Patrick Valentin à l'origine du projet, elle terminera sa tournée le 28 juin à Paris, soit trois mois pour lutter contre la privation d'emploi », indique Ilona Weinans.

Pézenas a accueilli la caravane, le vendredi 26 avril, dans la cour d'honneur de l'hôtel de ville. Le maire, Armand Rivière, a souligné : « Cette caravane du plein emploi solidaire réaffirme ainsi tout l'intérêt de voir l'expérimentation de Territoire zéro chômage de longue durée voir le jour sur notre territoire tout en mettant en lumière les personnes concernées directement par la privation d'emploi. » Florian Burlet, référent du projet, a précisé que « le taux de chômage est de 14 %, le double du taux national. Pézenas est le premier bassin d'emploi touché par le chômage ».

Cette manifestation était organisée par l'association Plein emploi solidaire dont le but est



La municipalité a accueilli le tour de France de l'emploi solidaire.

d'éradiquer en France la privation d'emploi. Elle est présidée par Patrick Valentin, philosophe du travail et entrepreneur social à l'origine de l'expérimentation Territoires zéro chômage de longue durée qui fait suite à une loi promulguée en février 2016 visant à résorber le chômage de longue durée. L'objectif de cette opération du point de vue de ses organisateurs est double : démontrer que le coût des emplois ELPE (Entreprise qui luttent contre la privation d'emploi) est neutre pour le contribuable ; sensibiliser le public à la concertation nationale sur le droit à l'emploi (16 acteurs nationaux engagés dans 5 conférences territoriales afin d'élaborer les contours

d'une future loi du droit à l'emploi).

Les entreprises adaptées (EA), les établissements et service d'aide par le travail (ESAT), les associations intermédiaires, les entreprises d'insertion, les ateliers et chantiers d'insertion, les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et enfin les entreprises à but d'emploi (EBE) ont toutes un point commun : proposer un emploi accessible à des personnes qui en ont été durablement privées et ce, grâce au cofinancement de ces emplois par la collectivité. Un rendez-vous pour réaffirmer que « personne n'est inemployable » et que « ce n'est pas le travail qui manque ».

► Correspondant Midi Libre : 06 92 72 23 40.



Une soirée de soutien pour le peuple de Gaza

SOLIDARITÉ Le Secours populaire a organisé une soirée de soutien à Gaza. Les fonds récoltés serviront à l'aide d'urgence pour cette population martyrisée. Martine Girault, secrétaire générale de l'antenne piscénoise, indique : « Plus de 80 personnes ont répondu à notre invitation. 750 € ont été récoltés pour la solidarité avec la population de Gaza. »



Une animation placée sous le signe de la salsa

DANSE Le Village Latino a proposé une soirée latino gratuite au café de "La Bourse". Les danseurs ont bénéficié d'un cours de Nassim (champion du monde amateur en salsa) de Mojito & C^e - Latine dance d'Agde et ont dansé jusqu'au bout de la nuit. Le Village Latino se déroulera sur la place du 14-Juillet, samedi 18 et dimanche 19 mai 2024, de 19h à 23h.

LE PROGRÈS

03/05/2024

Le Tour de France du plein-emploi solidaire passe par la Haute-Loire

Durant plus de deux heures, jeudi, les acteurs de l'emploi solidaire dans le département, entendez les entreprises à but d'emploi, d'insertion et les ESAT, ont fait plus amples connaissances dans le cadre de ce rendez-vous. Après la ville préfecture jeudi, c'est à Langeac que la question fera l'objet d'une table ronde, ce vendredi.



Les participants à la table ronde concernant les emplois solidaires sont unanimes : leurs structures sont indispensables. Photo Séverine Fabre

Qu'il s'agisse d'entreprises d'insertion, d'associations d'insertion, d'ESAT (Établissement et service d'aide par le travail) ou encore d'entreprises but d'emploi, toutes ses structures ont pour objectif l'insertion professionnelle de personnes en situation de handicap et/ou éloignées de l'emploi.

Retrouver un job, c'est synonyme de fin de l'isolement social et d'une reprise de confiance en soi

Toutes ont le même objectif, mais elles ne se connaissent pas forcément, y compris dans un territoire comme la Haute-Loire. Le passage du Tour de France du plein-emploi solidaire au Puy-en-Velay, jeudi, a été l'occasion pour les différents acteurs d'échanger et de voir qu'ils ne sont pas concurrents, « mais complémentaires, voire partenaires », comme l'a souligné Thierry Mourgues, vice-président de la Communauté d'agglomération, en charge du dossier.

Pour l'élu, c'est d'autant plus important que l'Agglo bénéficie des aides au dispositif Territoire zéro chômeur longue durée.

Si pour les responsables des structures, il n'y a aucun doute quant au bien-fondé des différents dispositifs, même si « la durée des contrats peut s'avérer trop courte pour certains profils », les personnes qui ont intégré les ELPE (Entreprises de lutte contre la privation d'emploi) ne tarissent pas d'éloge.

Fin de l'isolement social, prise de confiance, reconnaissance de la société... Elles sont unanimes : la privation d'emploi n'a pas que des conséquences économiques.

« On nous aide dans les démarches »

Parmi les participants à la table ronde concernant l'emploi, trois témoins. Tout d'abord Julien. Il a une vingtaine d'années et travaille depuis octobre 2023 pour les chantiers d'insertion du CCAS du Puy-en-Velay.

« On nous aide dans les démarches, explique-t-il. Heureusement qu'ils sont là. Avec eux, j'apprends plein de choses, j'ai des tâches variées. En plus, avec l'aide de l'équipe qui nous encadre, on a aussi la possibilité de suivre des stages pour se former. »

Puis c'est au tour de Marie-Josée de prendre la parole. Elle a 52 ans. Cela fait cinq ans qu'elle vit au Puy-en-Velay.

« C'est grâce à une conseillère emploi que j'ai pu intégrer des dispositifs d'insertion. J'ai pu suivre des formations d'aide à la personne. » À la suite de cela, Marie-Josée intègre Césame, une entreprise d'insertion aux multiples tâches, dont l'accueil et le ménage au Camino. »

« Je me sens enfin à ma place »

« J'ai pu occuper différents postes. Et puis, j'ai eu la possibilité de passer mon permis de conduire en décembre. Grâce à cette structure, je sais maintenant ce que je veux faire, j'ai d'ailleurs entamé toutes les démarches pour devenir aide-soignante. »

Omar est le dernier à témoigner. « J'ai intégré les Ateliers Anciens en janvier. Avant, je faisais des missions d'intérim, mais c'était compliqué de joindre les deux bouts. Je n'avais pas des missions tout le temps. Maintenant, ma situation financière est stable. Ce n'est pas énorme, mais c'est stable. Je me sens enfin à ma place. »

À Jouques, la caravane passe et les emplois restent

LaProvence.

La commune, parmi les premières à avoir intégré le dispositif expérimental de Territoire zéro chômeur de longue durée, a accueilli la Caravane du plein-emploi solidaire à l'occasion d'un tour de France des initiatives pour le "droit à l'emploi".

Si l'on a envie de filer la métaphore, celle de la caravane s'y prête à merveille. D'un côté celle du plein-emploi solidaire qui, symboliquement, poursuit pour le compte de l'association éponyme son tour de France des initiatives du "droit à l'emploi". De l'autre, celle d'Elan qui s'est sédentarisée et s'attache à raccrocher au monde du travail celles et ceux laissés sur le bas-côté. Si la première est passée la semaine dernière, la deuxième reste bien implantée à Jouques. Le village du nord du pays d'Aix est classé "Territoire zéro chômeur de longue durée" (TZCLD) depuis 2016 et le lancement de cette expérimentation nationale visant à défendre le "droit à l'emploi".

En clair, la démarche vise à démontrer qu'il est possible à l'échelle de petits territoires, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à toutes les personnes privées durablement d'emploi un travail à durée indéterminée à temps choisi, en développant des activités utiles pour répondre aux besoins du territoire.

89 emplois en sept ans

Sept ans que ça dure, que les résultats sont au rendez-vous et que l'entreprise à but d'emploi (EBE) Elan - qui porte le programme - se félicite des avancées. "Elan est le premier employeur de la commune", avec 56 salariés, rapporte Ludwig Rouault, directeur d'Elan. Depuis l'ouverture, 89 personnes du territoire ont été embauchées. Et avec un taux de chômage de 10% dans une commune de 4500 âmes, autant dire que chaque contrat compte. "Pour nous, c'est une fierté d'avoir accompagné ces personnes tant au retour à l'emploi que pour des formations, des reconversions, des créations d'entreprises..."

Le but est de remettre les personnes à l'emploi, d'être un tremplin vers l'emploi dit classique, mais surtout de pouvoir rendre des services à notre territoire", complète-t-il. À travers leurs activités d'agroforesterie, de recyclerie, de construction bois de petit mobilier, de laverie, de transport de personnes, de réparation de vélos... Les salariés



Jouques a été ville étape du tour de France de la Caravane du plein-emploi solidaire. Associations, entreprises qui luttent contre la privation d'emploi, salariés bénéficiaires et élus étaient réunis pour évoquer les bénéfices de ces dispositifs. /PHOTO GILLES BADER

d'Elan combient une offre de service que le tissu des acteurs locaux ne peut pas remplir. C'est ce que réalise Carole, salariée depuis plus de deux ans à travers des travaux pour les espaces verts.

Elle a ainsi retrouvé une stabilité dans sa vie de maman seule en trouvant des emplois saisonniers dans l'agriculture pour un boulot fixe, synonyme de revenus réguliers, et surtout une structure qui l'accompagne au long cours. "J'ai été formée à d'autres compétences, en agroforesterie, ce qui pourrait me permettre de monter un autre projet et continuer mon chemin ailleurs", témoignait-elle. À ses côtés, Tania abonde. Elle est là depuis les prémices du projet et a trouvé sa vocation, elle qui a toujours été sensible au dévelop-

“ Ces emplois ne représentent aucun coût supplémentaire aux collectivités par rapport à ce que représente le coût de la privation d'emploi. ”

pement durable, dans la recyclerie. Avec son CDI à temps choisi, "parce que chacun peut avoir envie d'avoir du temps pour faire autre chose", Tania aussi a bénéficié de formations complémentaires.

"De l'expérimentation, au droit commun"

Des parcours de vie comme ceux-là, il y en a de nombreux à Elan. Des réussites que la Caravane du plein-emploi solidaire veut mettre en avant pour renforcer ces dispositifs menacés. Après la baisse des aides de l'État pour le financement des salaires de ces employés, c'est désormais l'existence même des dispositifs TZCLD qui est sur la sellette.

La deuxième étape expérimentale fixe la fin de l'expérimentation TZCLD au 30 juin 2026. "On

attend donc des parlementaires qu'ils soutiennent ce passage de l'expérimentation en dispositif du droit commun. C'est un service rendu à l'emploi, à l'économie locale et à nos administrés. C'est un projet avant tout humain", appuyait le maire de Jouques, Éric Garcin.

C'est bien ce que défend Marianne Mancel, chargée de mission pour l'association du Plein-emploi solidaire dont le conseil d'administration est composé de tous les types d'entreprises qui luttent contre la privation d'emploi (Elpe). "Nous sommes là pour dire à l'État d'arrêter de limiter le nombre de ces emplois solidaires. Sinon il financerait des allocations à la place d'un salaire à des personnes qui veulent travailler. Ces emplois ne représentent aucun coût supplémentaire aux collectivités par

rappart à ce que représente le coût de la privation d'emploi." À ce propos, l'association met à disposition des "Elpe", sur son site, un convertisseur permettant de calculer le coût réel d'un emploi pour le contribuable. Pour exemple, la structure Aix Multi Services Environnement, qui propose des chantiers d'insertion, a perçu 804 682€ d'aides aux postes en 2023. Mais au total, entre ce qui est reversé par AMS environnement et l'argent économisé grâce à l'emploi des personnes, son coût réel pour le contribuable est de 156 476€. "Cette loi, si on la fait passer, le contribuable s'en sortira bien", lâche Marianne Mancel avant de reprendre la route, sinueuse comme celle qui mène à Jouques, vers le plein-emploi solidaire.

A.Bi.

LE COMMENTAIRE D'ÉRIC GARCIN, MAIRE DE JOUQUES

Derrière les emplois, il y a des personnes qui retrouvent une dignité

Pour l'entretien des espaces verts, les travaux liés aux obligations légales de débroussaillage (OLD), ou encore la distribution de bulletins municipaux, la commune de Jouques fait appel à des entreprises de l'emploi solidaire. Elles sont trois aujourd'hui à répondre à ces missions: Elan Jouques, l'entreprise à but d'emploi (EBE), l'établissement et service d'aide par le travail (Esat) Louis-Philibert du Puy Sainte-Réparate ou encore Aix Multi Services. "On a des projets avec ces derniers pour la construction d'une légumerie-conserverie qui permettrait de répondre à un besoin des maraichers", liste le maire de Jouques, Éric Garcin. "La commune a compris que ces entre-

prises d'emplois solidaires apportaient beaucoup de souplesse dans les missions réalisées." Pour l'édile, le bénéfice ne se quantifie pas en euros, mais en "qualité du service et relations humaines", une manière "d'apporter notre contribution à ces emplois solidaires." Dans cette démarche, il apprécie de voir les salariés œuvrer avec un haut niveau de conscience professionnelle et des entreprises défendre un bien commun. "C'est sûr qu'il n'y a pas de rémunération d'actionnaires, sourit-il. Et ce n'est pas plus cher pour la commune."

Pour cause, la cinquantaine de salariés de l'EBE d'Elan sont autant de personnes qui après des accidents de parcours "re-

trouvent un CDI, un salaire, des raisons de se lever le matin, une dignité. Ça fait des gens qu'on ne croise plus dans les couloirs de la mairie, qui ne viennent plus demander des aides au Centre communal d'action sociale".

Pour le maire de Jouques, s'il y a bien de l'argent public en jeu derrière ces emplois solidaires, le but est de le valoriser. "On donne cet argent en contrepartie de missions remplies que plus personne ne veut ou ne peut remplir. C'est du service à la population."

Une commission de suivi

À l'heure où les parlementaires vont devoir se pencher sur la suite à donner à l'expérimentation du Territoire zéro chômeur

de longue durée, la commune de Jouques vient de mettre en place une commission d'évaluation pour Elan. Elle ne se penchera pas exclusivement sur des chiffres, mais sur "un sentiment" précise le maire. L'idée est de savoir ce qu'apportent ces emplois. Est-ce que le salaire perçu permet aux salariés de le dépenser en partie chez les commerçants de la commune? Est-ce que le fait d'avoir retrouvé un emploi pérenne leur permet de diminuer une prise en charge médicale liée à une angoisse ou dépression?... "Autant d'éléments que nous apporterons aux parlementaires pour les convaincre de faire entrer le dispositif dans le droit commun", conclut Éric Garcin.

A.Bi.



Éric Garcin, maire de Jouques, milite pour l'inscription du "droit à l'emploi" dans la loi. /PHOTO GILLES BADER

l'éveil **DE LA HAUTE-LOIRE**

Langeac

Pour que l'accès à l'emploi soit un droit

Publié le 06/05/2024

Les acteurs de l'emploi, de l'insertion et des solidarités mobilisés sur le territoire du Haut-Allier sont allés à la rencontre du président de l'association Plein emploi solidaire.



Ici entouré du directeur de la future Entreprise à but d'emploi de l'expérimentation TZCLD, Frédéric Durand, et du président de la communauté de communes, Gérard Beaud, Patrick Valentin et sa caravane ont fait escale vendredi à Langeac. © Droits réservés

La caravane du Tour de France du Plein emploi solidaire, organisé en complémentarité avec la concertation nationale sur le Droit à l'emploi et qui a pour but de venir à bout de la privation d'emploi, s'est arrêtée à Langeac. Pour sa 24^e étape d'une « épopée » qui en compte 60, le président de l'association Plein emploi solidaire, Patrick Valentin, a rencontré, vendredi matin, les acteurs de l'emploi, de l'insertion et des solidarités mobilisés sur le territoire du Haut-Allier. Il a ainsi pu échanger avec les responsables de l'Etablissement et service d'accompagnement par le travail (ESAT) de Langeac qui emploie 80 travailleurs dans divers secteurs, du chantier d'insertion de la Communauté de communes des rives du Haut-Allier (25 salariés), de l'association d'insertion Les Ateliers de la Bruyère (33 salariés), et de l'équipe de l'expérimentation Territoire zéro chômeur longue durée (TZCLD). Le chômage d'exclusion ne peut être résorbé par le seul emploi ordinaire. « Toutes les études et les expérimentations convergent depuis 1975-1980, c'est-à-dire la fin des Trente Glorieuses, sur le constat que l'emploi ordinaire ne parvient jamais, quelles que soient les conjonctures et les moyens employés, à supprimer le chômage d'exclusion ou de désaffiliation sociale, explique Patrick Valentin engagé dans cette lutte depuis 50 ans. Pourtant, la preuve est faite que ces personnes exclues sont capables de travailler, pour peu que les emplois leurs soient rendus accessibles dans une logique d'économie solidaire. C'est l'expérience séculaire des Entreprises de lutte contre la privation d'emploi (ELPE), qui sont 6.380 en France et représentent 300.000 emplois accessibles... pour un total probable de 2 millions d'emplois nécessaires ! C'est pourquoi notre association considère que le plein emploi véritable ne peut être qu'un plein emploi solidaire. »

Cet emploi repose sur trois piliers : la possibilité de contrats d'insertion à durée indéterminée à l'image des parcours en ESAT, un financement à proportion des besoins et une bonne organisation au niveau territoriale. Pour ce faire, la mobilisation des acteurs locaux est primordiale. « Il faut être tous ensemble, insiste le président de Plein emploi solidaire. C'est la clé de la réussite. Ce que vous faites est passionnant ! L'objectif commun est d'obtenir une loi du droit à l'emploi, pour que soit enfin mis en œuvre le droit constitutionnel d'obtenir pour tous un emploi. »

« Le plein emploi véritable ne peut être qu'un plein emploi solidaire »

Au terme de ses riches échanges avec les acteurs du territoire, Patrick Valentin a invité ces derniers à signer une lettre expédiée le soir-même, comme à chaque étape, au président de la République. L'esprit de ce premier Tour de France de l'emploi étant de faire remonter vers le haut depuis le terrain l'expression des dynamiques locales.

- **LANGÉAC**

GARGAS

Une caravane pour parler du chômage et d'exclusion

Début mai, les membres de la caravane du Plein-emploi solidaire et ceux de Zou Vaï, qui luttent contre le chômage de longue durée, ont partagé leurs expériences.



Plusieurs personnes sont venues témoigner de leur difficulté à (re)trouver un emploi à la suite d'un accident ou en raison de leur situation personnelle. /PH. ZOU VAÏ

Les salariés et le directeur, Fabien Baronnier, de l'Entreprise à but d'emploi (EBE) Zou Vaï ont chaleureusement accueilli la caravane du Plein-emploi solidaire qui sillonne la France à la rencontre de personnes subissant le chômage d'exclusion, autrement qualifié de chômage de longue durée.

Plein emploi solidaire est une association du Maine-et-Loire réunissant localement, dans son conseil d'administration, des représentants de chacun des types d'entreprises consacrées à la lutte contre la privation d'emploi par la production d'emplois accessibles. Il s'agit des Entreprises adaptées (EA), des Établissements et services d'aide par le travail (Esat), des Associations intermédiaires (AI), des Entreprises d'insertion (EI), des Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), des Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et, enfin, des Entreprises à but d'emploi. Toutes ces entreprises ont en commun de proposer un emploi accessible à des personnes qui en ont été durablement privées.

Stigmatisations et humiliations

En France, près de 2 millions de personnes souffrent de la

En France, près de 2 millions de personnes souffrent de la privation d'emploi à cause de leur handicap.

privation d'emploi à cause de leur handicap, de leur niveau d'études, de leur âge, de leur maîtrise de la langue. Non seulement elles vivent dans une grande pauvreté, mais elles subissent aussi toutes les idées reçues que leur situation peut véhiculer, notamment l'image négative de vivre des allocations.

Au sein de l'EBE Zou Vaï, la caravane du Plein-emploi solidaire a pu recueillir divers témoignages. Laurent explique: "On m'a dit que je n'étais pas assez handicapé pour aller en CAT (anciens Esat) et trop handicapé pour avoir un emploi normal, donc on m'a donné le RSA. Puis on m'a accusé d'être au RSA et d'attendre la retraite."

Alesia, elle, est une jeune maman. Lorsque sa fille a eu des problèmes de santé, elle n'a



pu trouver que des emplois précaires mais elle ne pouvait se permettre d'avoir des horaires trop contraignants. Zou Vaï lui a permis de retrouver une stabilité le temps que ses problèmes se résolvent et dès qu'elle le pourra, elle trouvera un travail en lien avec l'enfance, c'est son projet.

Séverine, quant à elle, a eu un grave accident et a été reconvenue travailleuse handicapée. Elle a vécu une pénible année de chômage durant laquelle elle est beaucoup restée enfermée chez elle. Tout va beaucoup mieux depuis son embauche à Zou Vaï. "Je revis." Yannick a un handicap qui l'a empêché de trouver du travail. "Même si on est à temps partiel

c'est valorisant et ça prouve aux gens qu'on a des compétences", explique-t-il.

Cette étape à Zou Vaï a permis à la caravane de rencontrer des salariés heureux et fiers de leur travail!

Jacelyne BATTISTINI

Zou Vaï a besoin de vous

En seize mois, l'association Zou Vaï porteuse de l'Entreprise à but d'emploi, a embauché 75 chômeurs de longue durée des communes d'Apt, Gargas et Saint-Saturnin-lès-Apt. Pour poursuivre cette démarche, l'association lance un appel à toutes les bonnes volontés. Adhésion à l'association sur le site internet de HelloAsso.

LA MONTAGNE

13/05/2024

La caravane solidaire du plein emploi a fait étape à Clermont-Ferrand



La caravane du plein emploi solidaire a fait escale à Clermont-Ferrand au quartier des Vergnes. © Francis CAMPAGNONI

La Caravane du plein emploi solidaire sillonne les routes de France pour aller à la rencontre de personnes qui subissent le chômage de longue durée et mettre en lumière les initiatives pour arrêter cela. Ce lundi 13 mai, elle a fait étape à Clermont-Ferrand, au quartier des Vergnes.

Selon l'association Plein emploi solidaire, ce sont près de deux millions de personnes en France qui, « trop peu qualifiées », « trop handicapées » ou encore « trop vieilles », se trouvent exclues du marché de l'emploi.

C'est pour cela que cette structure a décidé de créer cette caravane solidaire qui sillonne la France. Objectif : mettre en lumière toutes les initiatives effectuées afin de lutter contre le chômage d'exclusion. Ces différents dispositifs mobilisent plusieurs acteurs tels que des élus locaux, des entreprises, des associations, des salariés, et des personnes exclues de l'emploi.

Plusieurs acteurs de l'économie solidaire présents

Ce lundi 13 mai, la caravane du plein emploi solidaire s'est installée place des Droits-de-l'Homme dans le quartier des Vergnes à Clermont-Ferrand. Cette étape a rassemblé plusieurs entreprises à but d'emploi (EBE) comme Job'e.b.e, Jardins solidaires, et Insercoop, mais aussi des associations d'insertion à l'instar des Mains ouvertes et des associations intermédiaires telle que la Courte échelle qui accompagne des personnes dépourvues d'emploi et éprouvant des difficultés de réinsertion. Ces différentes structures ont ainsi pu se faire connaître auprès du public.



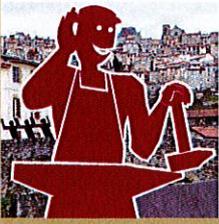
Les entreprises et associations impliquées dans la lutte contre le chômage de longue durée ont présenté leur activité sur leur stand.

Cet événement a également réuni des élus. Parmi eux, Marion Canalès, sénatrice du Puy-de-Dôme, Lionel Chauvin, président du Conseil départemental ou encore Sondès El Hafidhi, conseillère métropolitaine à l'insertion et l'emploi. Chacun a rappelé les initiatives mises en place afin de lutter contre le chômage de longue durée dans le département et la métropole. A ainsi été évoqué le dispositif « Territoire zéro chômeur longue durée » porté à Thiers et sur le secteur de Clermont Les vergnes-Gerzat dont la réussite est au rendez-vous.

« Quand une personne obtient un emploi, cela bénéficie à toute sa famille. Nous avons noté une hausse de l'obtention des brevets des collèges à Thiers, il y a forcément une relation de cause à effet », a insisté Marion Canalès.

Patrick Valentin, initiateur du dispositif « Territoires zéro chômeur de longue durée », était également présent.

L'ÉCHO-TIÉ... soutient le PTR



L'Écho-Tié a eu vent d'une belle mobilisation et surtout d'une belle initiative de la part du Pays de Thiers Rugby (PTR). Le club thiernois souhaite affréter un bus pour emmener tous ses supporters soutenir son équipe de réserve, qualifiée pour les quarts de finale du championnat de France contre le Stade Maubourguetois (Hautes-Pyrénées), dimanche 2 juin. Si les réservations sont assez nombreuses, le déplacement pourrait

alors être organisé, a appris l'Écho-Tié. Alors forcément, en bon fan de l'ovale qui se respecte, il s'est dit qu'il allait passer un petit coup de téléphone au 06.77.54.30.10 pour réserver une place. Et il espère que bon nombre de ses amis feront de même. Comme le dit l'adage, plus on est de fou, plus on rit, et surtout, les rugbymen thiernois auront d'autant plus de chance de l'emporter s'ils se sentent soutenus !

THIERS. Collecte de sang. Une collecte de sang se tiendra mercredi 29 mai, de 8 heures à 11 heures et de 15 h 30 à 19 heures, à la salle Espace, organisée par l'Établissement français du sang, en partenariat avec l'association des donateurs de sang bénévoles de Thiers et sa région. Pour réserver un créneau pour donner son sang, rendez-vous sur don-desang.efs.sante.fr ■

Thiers → Vivre sa ville

EMPLOI ■ La seconde phase d'expérimentation du projet Territoire zéro chômeur prendra fin en 2026

La lutte pour le droit à l'emploi continue

La semaine dernière, le bassin thiernois a accueilli la caravane du Plein-emploi solidaire en plein tour de France des initiatives pour le « droit à l'emploi ». L'occasion de faire le point sur l'expérimentation Territoire zéro chômeur.

Angèle Broquère
angele.broquere@centrefrance.com

« C' » était une étape importante » à cause des enjeux spécifiques liés à l'emploi dans le territoire de Thiers. Mardi dernier, la caravane du Plein-emploi solidaire a fait escale à la salle Espace, pour rencontrer les acteurs de l'insertion professionnelle et de la solidarité dans le bassin.

L'association nationale sillonne les routes des territoires ruraux touchés par le chômage de longue durée avec l'objectif de recueillir la parole des concernés et de recenser les initiatives locales. « Nous travaillons pour créer une loi garantissant l'accès à l'emploi, qui est un droit constitutionnel », introduit Patrick Valentin, président de l'association, qui voit arriver l'échéance de 2026 et la fin de l'expérimentation nationale Territoire zéro chômeur de longue durée.

« Derrière les chiffres, ce sont des gens qui se redressent, que l'on voit réapparaître dans l'espace public »

Lancé en 2016 par l'État, puis reconduit en 2021, le projet vise à démontrer qu'il est possible à l'échelle locale de proposer à toutes les personnes privées durablement de travail, un emploi à durée indéterminée en développant des activités utiles aux besoins du territoire. Le bassin de Thiers a été « parmi les premiers à adhérer », se souvient-il.

Actyposes, Thiers Entreprise, Insefac-EBE et La ferme de Lucien : en huit ans, quatre entre-



SOLIDARITÉ. La caravane de l'association Plein-emploi solidaire a fait une halte à Thiers mardi 14 mai. PHOTOS : L. GRAFFION

prises à but d'emploi (EBE) ont été créées et plus de 200 emplois. Les employés reçoivent un salaire équivalent au Smic, grâce au complément du RSA et des indemnités Pôle Emploi. « On s'est rendu compte que l'argent dépensé dans les aides sociales pouvait être réinjecté dans l'économie locale pour créer ce

qu'on appelle l'emploi solidaire », résume Patrick Valentin. Une équation qui a fait ses preuves.

Quatrième bassin le plus touché par le chômage dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes en 2016, l'agglomération est désormais à 1,4 point de la moyenne départementale. « Derrière les

chiffres, ce sont surtout des gens qui se redressent, que l'on voit réapparaître dans l'espace public », observe Stéphane Rodier, le maire de Thiers et vice-président de Thiers Dore Montagne.

L'échéance de 2026 inquiète les élus de la communauté de communes qui espèrent voir perdurer le dispositif. « On aimerait

aller encore plus loin. On imagine créer plus de liens entre les EBE et les autres industries du bassin par exemple », développe Laure Descoubes, responsable du comité local pour l'emploi Territoire zéro chômeur de longue durée. Elle est soutenue par Stéphane Rodier : « L'objectif est de faire disparaître la misère sociale grâce à l'accès à l'emploi. »

2 millions de personnes encore privées d'emploi

L'association Plein-emploi solidaire a justement été créée à l'été 2023 pour prendre part à cette lutte collective. Ses adhérents souhaitent l'émergence d'un collectif national de tous ces acteurs de la lutte contre la privation d'emploi et revendiquent une loi. « Toutes les études et les expérimentations convergent depuis les années quatre-vingt pour constater que l'emploi ordinaire ne parvient jamais, quelles que soient les conjonctures et quels que soient les moyens employés, à supprimer le chômage d'exclusion. Nous sommes obligés de conserver l'emploi solidaire si l'on veut garantir l'emploi pour tous », poursuit Patrick Valentin.

Aujourd'hui en France, 6.380 entreprises de lutte contre la privation d'emploi (ELPE) salarient plus de 300.000 personnes en « emploi accessible » cofinancé par les collectivités. Mais près de 2 millions de personnes restent au chômage. Le chemin est encore long pour la caravane. ■

Un dispositif imaginé en 1994

ASSOCIATION. Patrick Valentin (au centre de la photo) est le président de l'association Plein-emploi solidaire, mais aussi celui qui a imaginé le dispositif Territoires zéro chômeur de longue durée. Entrepreneur social originaire d'Angers (Maine-et-Loire), en 1994, il sort son premier livre *Chômage d'exclusion, comment faire autrement ?*, à l'origine de l'idée des Entreprises à but d'emploi. En 2016, le projet est porté dans sa phase de démarrage par l'association ATD Quart Monde (en partenariat avec le Secours catholique, Emmaüs France, Le Pacte civique et la Fédération des acteurs de la solidarité). Il commence à être mis en place dans dix territoires tests, dont Thiers, puis en 2021 une nouvelle loi porte ce chiffre à 60.



Le tour de France du plein-emploi solidaire est passé par Montmélian



La caravane, partie le 28 mars, va poursuivre son tour de France jusqu'au 28 juin, jour de sa dernière étape, à Paris. Photo Le DL/B.M.

Ce mardi 21 mai, la caravane du tour de France du plein-emploi s'est arrêtée à Montmélian. Cet événement est organisé par l'association Plein-emploi solidaire, qui veut encourager les personnes éloignées du monde du travail à s'en rapprocher.

Une caravane. Soixante territoires étapes. Des témoignages de salariés, d'élus et de partenaires engagés contre le chômage d'exclusion. Soixante jours et une étape finale à Paris le 28 juin.

Partie des Ponts-de-Cé près d'Angers le 28 mars, la première édition du tour de France du plein d'emploi, organisée par l'association Plein-emploi solidaire, a fait une halte à l'espace François-Mitterrand ce mardi 21 mai.

« En vue de la préparation d'une proposition de loi pour 2026, notre demande est d'avoir au sein des entreprises de lutte contre la privation d'emploi, les ELPE, un parcours d'insertion à durée indéterminée, c'est-à-dire au-delà des deux ans. Ouvrir la possibilité d'obtenir un CDI

dans les emplois de l'insertion, financer tous les types d'emplois accessibles à proportion des besoins par activation des dépenses passives, sans surcoût pour le contribuable, et organiser le plein-emploi solidaire à l'échelon territorial font partie de nos propositions afin de favoriser le travail pour que ceux qui en sont éloignés, s'en rapprochent », expliquait Ilona Weinans, la conductrice de la caravane de l'association Plein-emploi solidaire.

Une lettre au président de la République pour "une grande politique de l'emploi accessible"

Labellisé Territoire zéro chômeur de longue durée sur 21 des 41 communes formant son territoire, la communauté de communes Cœur de Savoie affiche son soutien aux structures d'insertion dont l'association Fibr'Éthik, Terre solidaire et l'entreprise à but d'emploi Acti'Val 73 sans oublier Emmaüs ou Tri'Alp. « Fédérer est la clef de la réussite. Il faut que nous soyons

tous ensemble pour que chacun trouve sa place quel que soit son parcours. Et nous avons besoin de nous serrer les coudes en permanence », soulignait Béatrice Santais, la présidente de Cœur de Savoie.

Elle signera la lettre qui sera remise par l'association Plein-emploi solidaire au président de la République pour répondre à « une grande politique de l'emploi accessible ».

Ils s'appellent Marc, Philippe, Suzanna ou Serge. Salariés d'Acti'Val 73, de Terre solidaire, de Fibr'Éthik, d'ASVA, ils ont apporté leur témoignage revenant sur leurs parcours de vie et « leur dignité retrouvée » grâce à un emploi qui leur a permis de retrouver confiance en eux. « Notre objectif est de faire progresser les activités et de faire perdurer Acti'Val 73 », déclarait l'un de ses salariés. « Si l'impact économique ne peut se quantifier depuis la création de l'EBE en septembre 2023, l'impact humain se mesure chaque jour », concluait Marie-Cécile Renoux, vice-présidente d'Acti'Val 73.

• Brigitte Mauraz

Montmélian

La compagnie Frotter | Frapper répétera en public du 28 au 31 mai

Le Département de la Savoie, en partenariat avec l'espace Malraux, scène nationale, accueille la compagnie Frotter | Frapper en résidence artistique pour la création de son prochain spectacle *Out*.

Ce spectacle de théâtre musical est destiné à être joué

dans l'espace public et la Ville de Montmélian invite petits et grands à écouter les artistes sur la place de l'Église pour leurs répétitions du mardi 28 au vendredi 31 mai.

Le chantier spectacle est également ouvert à tous, le vendredi 31 mai à 18 h 30.

L'occasion de découvrir ce spectacle en cours de création, en attendant la version finale programmée en juin 2025.

Dès 8 ans. Accès libre. En cas d'intempéries, repli à l'espace Léonard-de-Vinci rue Charvort.

Montmélian
des prix

Le jury
dans la
Photo V

Mardi 21
ries ont
ce Santais
se conjug
des espac
aux tulip
Marion G
lauréats
pour des
insectes
son éditio
ries, com
Abondan
Buisson

Montmélian

Avec la p
montméli
français
de 15 h 3
François
d'une pi
Prendre

LE DAU
Recherche
Pour la

Vous êtes mobi
commune, vous
d'un ordinateur
N'hésitez pas à
presse du Dauph
indépendant, re
comme une acti
Le ou la corres
assurer la cou

Contact

► INFO

SAINT-JEAN

TAXI DE

Gaëlle

Transport

Transport

Aéroport

06 15

POUR PARAI

23/05/2024

Échirolles

La caravane du tour de France du plein-emploi solidaire est passée à Soleeo



Autour de la caravane du tour de France du plein-emploi solidaire passée à Soleeo, les partenaires et bénéficiaires du dispositif TZCLD. Photo Le DL/J.-P.F.

La caravane du "tour de France du plein-emploi solidaire" est passée, ce mercredi 22 mai, au siège de Soleeo, une entreprise à but d'emploi située à Échirolles. L'événement, organisé par l'association Plein-emploi solidaire, a été l'occasion d'échanges et de témoignages autour des dispositifs de retour à l'emploi. Il a été aussi une étape militante.

« Échirolles est la 33^e étape sur 60 de notre tour de France », explique Ilona Weinans, responsable de l'association Plein-emploi solidaire, organisatrice de cette opération d'envergure nationale. Son but est, entre autres, de mobiliser et de sensibiliser autour des dispositifs de retour à l'emploi.

Le choix de la commune d'Échirolles pour cette étape n'est pas un hasard : « C'est un territoire engagé pour le

plein-emploi solidaire. » En effet, depuis 2022, une "entreprise à but d'emploi" a été habilitée dans le cadre du dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD).

« J'ai pu enfin être reconnu pour mes compétences »

Les représentants des différents organismes dédiés au retour à l'emploi ont pu se rencontrer et échanger autour leurs expériences. Des bénéficiaires du dispositif TZCLD et des personnes embauchées, en CDI, à Soleeo, ont apporté leurs témoignages : « Soleeo est comme une grande famille pour moi », « J'ai pu enfin être reconnu pour mes compétences », « J'ai maintenant un vrai emploi en CDI »...

Pierre Labriet, premier adjoint au maire d'Échirolles et engagé depuis le début dans l'expérimentation TZCLD,

souligne : « Ce sont des emplois que le marché classique ne propose pas, mais qui sont à haute valeur sociétale ou environnementale, comme le tri des plastiques ou des services à la personne. »

« Ce tour de France permet aussi de rencontrer les acteurs de terrains, de créer des synergies locales. Car c'est sur le terrain et localement qu'on peut prendre les bonnes initiatives », insiste Ilona Weinans. « Ce tour de France est un acte de mobilisation en vue de la préparation d'une proposition de loi pour 2026. Les dispositifs TZCLD sont des expérimentations. Notre demande est d'avoir une loi pour garantir leurs pérennités. On veut aussi avoir au sein des entreprises de luttes contre la privation d'emploi, un parcours d'insertion à durée indéterminée et ouvrir la possibilité d'obtenir un CDI dans les emplois de l'insertion. »

● Jean-Pierre Fournier

Soleeo : « Contre le chômage de longue durée, une expérimentation positive »

Solidarité pour l'emploi Échirolles Ouest (Soleeo) est une Entreprise à but d'emploi (EBE), habilitée en 2022, dans le cadre de l'expérimentation du dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD). Sa mission est d'embaucher sans sélection, en CDI, des personnes privées d'emploi durablement habitant la zone Échirolles Ouest. Le financement se fait en partie par la réorientation des coûts des prestations sociales. « L'expérimentation fonctionne très bien. Nous avons pu

embaucher, dans des activités sans concurrence avec le marché dit classique, 42 salariés conventionnés. Leur durée moyenne de privation d'emploi est de quatre ans. 45 % étaient allocataires du RSA », annonce Sabine Lauria, directrice adjointe de transition à Soleeo. Elle souligne que « ces personnes ont retrouvé toute leur place dans la société. Le passage de cette caravane a un but militant de sensibilisation afin d'avoir une loi pérenne pour le plein-emploi solidaire ».



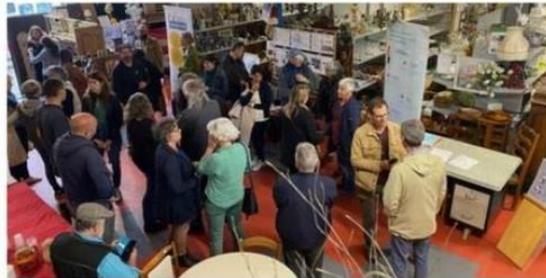
Sabine Lauria, directrice adjointe de transition à Soleeo. Photo le DL/J.-P.F.

24/05/2024

Le Tour de France du plein-emploi solidaire a fait étape dans le Trièves

J eudi, la caravane du Tour de France du plein-emploi solidaire a fait étape à la ressourcerie L'Étrier à Monestier-de-Clermont. Cette caravane, initiative de l'association Plein-emploi solidaire, est partie d'Angers il y a quelques semaines et sillonne les routes de France afin d'aller à la rencontre de personnes qui subissent le chômage d'exclusion. La caravane arrivera à Paris le 28 juin prochain. Cet événement vise à rencontrer les élus locaux qui ont pris part à la lutte contre le chômage de longue durée, mais aussi et surtout les Entreprises de lutte contre la privation d'emploi (Elpe) qui mettent leurs forces en commun pour parvenir au véritable plein-emploi ; et enfin, les personnes elles-mêmes privées d'emploi.

Jérôme Fauconnier, président de la Communauté de communes du Trièves (CCT), a rappelé que la CCT a joué un rôle déterminant, aux côtés de l'État et du Département, pour porter l'expérimentation Territoire zéro chômeurs de longue durée dans le Trièves. Et c'est aussi au sein du Comité local pour l'emploi (CLE) qu'il préside et qui rassemble l'ensemble des acteurs concernés que des solutions sont examinées et mises en œuvre.



Des stands étaient installés à l'intérieur de la ressourcerie L'Étrier. Photo Le DL/S.P.F.

Combattre l'idée reçue que l'emploi aidé coûte cher

La matinée a permis à chacune des structures du territoire qui interviennent dans le domaine de se présenter et d'exposer leurs actions. Sylvain Cholet, coordinateur du CLE, a joué l'animateur afin de donner la parole tour à tour à l'association La Fourmi, à La Réserve qui porte la ressourcerie L'Étrier et l'atelier de menuiserie L'Escalier, représentée par son vice-président Éric Froment, à Pep's Trièves, entreprise à but d'emploi basée à Mens, et enfin, à Carriage, entreprise située à Mens rentrée dans le dispositif "entreprise d'insertion".

en inclusion".

Les échanges entre tous ces acteurs ont été riches et le maître-mot a été d'affirmer que personne n'est inemployable. Dans le contexte actuel, et de par l'étendue du territoire triévois et son dynamisme, chaque personne privée d'emploi doit être en capacité de trouver un emploi utile pour le territoire et pour elle-même.

L'association Plein-emploi solidaire, qui porte l'idée d'un salaire plutôt qu'une allocation, est aussi là pour combattre l'idée reçue que l'emploi aidé coûte très cher aux contribuables, et a calculé que par les actions qu'il mène dans ce domaine, le Trièves rapporterait en moyenne 500 000 euros à l'État français.

● S.P.F.

Accompagnés, ils témoignent

À l'occasion du passage de la caravane du Tour de France du plein-emploi solidaire dans le Trièves, la parole a été donnée aux personnes qui bénéficient des dispositifs d'accompagnement pour retrouver un emploi durable. Parmi elles, Bénédicte, 56 ans, résidant à Mens, est en insertion à la ressourcerie L'Étrier à Monestier-de-Clermont depuis novembre 2022 en qualité de revaloriste-vendeuse. Au démarrage de sa vie professionnelle, Bénédicte était orthophoniste. Les aléas de la vie ont fait qu'elle s'est retrouvée au chômage et très éloignée de l'emploi. Sa qualification initiale lui a « fermé beaucoup de portes » et son recrutement au sein de L'Étrier lui a permis « d'intégrer une équipe, de ne pas être jugée sur [son] parcours antérieur » et de lui « redonner confiance ». Aujourd'hui, Bénédicte a un projet de création de bijoux



Bénédicte est en insertion à L'Étrier. Photo Le DL/S.P.F.

en bois qu'elle n'aurait « jamais osé porter si [elle] n'avait pas été accompagnée ». Bénédicte se sent maintenant « beaucoup plus armée pour compléter cette activité par un emploi salarié ».

Laurent, 60 ans et résidant à Tréminis, est salarié de Pep's Trièves depuis décembre 2022 et travaille 27 heures/semaine. Il conduit les navettes permettant d'emmener les habitants au marché de Mens les mercredi et samedi, aide aussi à l'installation des cuves à eau pour la récupéra-



Laurent est salarié de Pep's Trièves. Photo Le DL/S.P.F.

tion des eaux de pluie et collecte des barils de cendres pour la fabrication de lessive. Peintre en bâtiment de formation, il a connu lui aussi le chômage de longue durée. Aujourd'hui, il est « heureux au sein de Pep's Trièves », une structure qui l'a « soutenu », avec laquelle il a pu « dialoguer » et s'est « senti accompagné ». Conduire les habitants lui permet de « créer du lien avec eux » et il « adore le contact » qu'il a développé avec eux grâce à son emploi.

● S.P.F.

08/06/2024

Bulligny

Passage du Tour de France du plein-emploi solidaire

La caravane effectuée jusqu'en fin juin, 60 étapes en France, à la rencontre des territoires qui œuvrent pour lutter contre le chômage d'exclusion.

La caravane sera à La Fabrique, route de Crézilles, à Bulligny le 10 juin, de 13 h 30 à 16 h 30, marquant la forte mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'Économie sociale et solidaire. L'entreprise accueillera les habitants, les personnes en recherche d'emploi, les salariés des deux entreprises à but d'emploi, des institutions et partenaires locaux (l'ESAT Val de Lorraine, l'ESAT d'Allamps, Le Relais, l'E2C, la Mission locale, France travail, Partego, le Centre arc-en-ciel, l'Espace Emploi, le chantier d'insertion de la Comcom, et l'Agence de développement Terres de Lorraine).

Durant l'après-midi, les visiteurs pourront participer à des animations (quiz, chamboule tout...), rencontrer les acteurs de l'ESS présents, à leurs stands et prendre part à des temps d'échanges et de témoignages.

Pour rappel, la com'com du Pays de Colombey et du Sud



La caravane du Tour de France de l'Emploi solidaire va s'arrêter à Bulligny.

toulois fait partie des 68 territoires habilités à expérimenter le projet «territoire zéro chômeur de longue durée» depuis 2017. Sur celui-ci, La Fabrique à Bulligny et De Laine en Rêves, à Allain embauchent en CDI des salariés des 38 communes qui ont vécu une privation d'emploi. De plus, un «comité local pour l'emploi» a été créé pour garantir les valeurs du projet, l'accueil, l'accompagnement des personnes privées d'emploi et pour aider à mobiliser et informer les habitants et fédérer toutes les forces vives du territoire.

Plus d'informations au
09 67 63 03 52.

10/06/2024

Une étape du Tour de France du plein-emploi s'imposait à Thaon-les-Vosges

Le Tour de France du plein-emploi solidaire édition 2024 a effectué sa 44^e étape ce jeudi à Thaon-les-Vosges, sur le site symbolique de la place Jules-Ferry où vient d'être inaugurée la Coop' qui réunit en un même lieu le centre d'action sociale, le relais Petite enfance de la CAE, l'association Territoires zéro chômeur de longue durée et les activités à but d'emploi de L'Abel initiative.

Plein emploi solidaire, une association angevine œuvrant pour le droit à l'emploi pour tous n'a pas n'importe qui pour président fondateur. La caravane qui est une vraie caravane de loisirs des années

70 de taille modeste tractée par une voiture lambda conduite par un citoyen qui ne l'est pas : un certain Patrick Valentin. Philosophe du travail et entrepreneur social, il est à l'origine de l'expérimentation « Territoires zéro chômage de longue durée » dont il a testé la réalisation dès 1972, qui a donné lieu à une loi votée en février 2016. Il y a quelques mois, une nouvelle loi actait la prolongation de cette expérience dans certains territoires. « Vous pouvez vous préparer à voter la troisième loi, celle qui nous fera passer de l'expérimentation au long terme », a lancé avec humour Patrick Valentin à



Il est à l'origine de la loi instituant le principe des Territoires zéro chômeur de longue durée, Patrick Valentin (à d.) a posé sa caravane à Thaon-les-Vosges. Photo S.K.

l'adresse du député Stéphane Viry à l'heure de l'inauguration du Village de l'emploi mis en place à Thaon-les-Vosges à l'occasion de son passage.

S'adressant aux citoyens et acteurs qui luttent contre la privation de l'emploi à ceux qui en sont le plus éloignés - comme TZCLD 88, L'Abel

initiative, première entreprise à but d'emploi des Vosges, l'APF entreprises, Vosges TLC, les Jardins de Cocagne, l'association Espoir -, il a dit sa crainte que le prolongement d'une loi qui avait été votée à l'unanimité à l'époque ne soit mis en péril. « Avec toujours les mêmes arguments, nos détracteurs de tous bords assèment toujours les mêmes contre-vérités. Non, il ne s'agit pas de paresseux, non cela ne coûte pas très cher à la collectivité [...] Le jour venu, il faudra nous faire entendre auprès des députés et leur expliquer nos résultats ! ». Il prêchait ici des convaincus.

● S. Kuhn



Bonjour

CHAUSSURE À SON PIED

C'est le dernier chausseur du secteur : au Brun-Pain, à Tourcoing, l'enseigne Cendrillon va être reprise par la cinquième génération de la famille. Jocelyne Delpierre va ainsi passer le relais à sa petite-fille Cyrielle, qui fait le pari du commerce de proximité de qualité, avec des chaussures fabriquées en Europe. Après avoir travaillé dans une grande enseigne de bricolage, elle a décidé de revoir ses priorités, après être devenue maman. Un

beau cadeau fait à Jocelyne Delpierre, 82 ans, figure de la vie commerçante tourquennoise, qui croyait vraiment que le magasin auquel elle a dédié sa vie finirait, un jour, totalement liquidé. A l'image de Papillon Bonte, enseigne historique de la Grand-place de Tourcoing, qui a définitivement baissé le rideau en 2019. Difficile d'imaginer qu'autrefois, des quantités de chausseurs prospéraient à Tourcoing, avant l'ère des enseignes pas chères qui vendent du « made in China ». ■ F.S.A.



Découvrez toute l'actualité de Roubaix et des alentours sur notre site ou sur notre application
 Contacter la rédaction roubaix@lavoixdunord.fr

Raccrocher les oubliés : l'objectif de la Caravane de l'emploi solidaire

La Caravane de l'association Plein emploi solidaire a fait escale à Roubaix, mercredi. L'occasion d'organiser des ateliers, un job dating et des échanges entre les différents acteurs locaux.

PAR FLORENCE MOREAU
fmoreau@lavoixdunord.fr

ROUBAIX. Elle a pris la route le 28 mars pour un tour de France inédit. Et sur son itinéraire des territoires qui se mobilisent « pour éradiquer la privation d'emploi à l'échelle locale ». L'association Plein emploi solidaire a fait escale à Roubaix, mercredi. Objectif : mettre un coup de projecteur sur le travail de terrain et « mettre en lumière le phénomène de la privation d'emploi, encore trop méconnu en France au vu des conséquences multiples qu'elle engendre », résume Ilona, porte-parole de l'association.

« Retrouver un emploi après une parenthèse de 20 ans pour élever ses trois enfants, c'est un moyen de s'épanouir », témoigne Françoise, habitante de l'Alma. « mais travailler c'est aussi une dignité, on se sent utile ». « Sauf que seule, c'est difficile et on commence à douter de ses capacités... », abonde Nacera (61 ans). Toutes les deux ont pu intégrer la dynamique Territoire Zéro Chômeur, dispositif pour lequel la ville de Roubaix est en cours de labellisation. « Pour moi, c'était une vraie opportunité pour analyser les besoins locaux de nos quartiers et créer de l'emploi », poursuit Françoise qui s'est investie dans la Coop Manau (coopérative de couture et de restauration à l'Alma) puis a signé un contrat d'insertion.

« SORTIR DE L'ISOLEMENT »
 Pour ces deux Roubaisiennes, l'emploi solidaire leur a permis de « sortir de l'isolement, de retrouver une dignité, de gagner un salaire, de s'insérer ». En un mot : de retrouver une place dans la société. « Grâce à l'emploi solidaire, nous ne sommes pas des identifiants mais des personnes aux compé-

tences cachées », souligne, émue Nacera. Coorganisée par la ville et la MIE (Maison de l'initiative et de l'emploi du Roubaisis), cette journée de mobilisation a rassemblé une quinzaine de structures de l'insertion « d'abord autour d'un job dating sur l'emploi solidaire » entre des Roubaisiens demandeurs d'emploi (bénéficiaires du RSA ou invités par France Travail, Cap Emploi, des centres sociaux, la Mission locale...) venus échanger sur leurs compétences face à des employeurs faisant part de leurs besoins.

« Retrouver un emploi après une parenthèse de 20 ans pour élever ses trois enfants, c'est un moyen de s'épanouir. »

« L'autre volet se concentre autour d'ateliers participatifs qui réunissent des personnes privées d'emploi et des acteurs de la lutte contre la privation d'emploi durable, ceci afin de faire émerger une vision concrète et commune de l'emploi solidaire », souligne Magali Carette-Bertin, directrice de la MIE. De quoi nourrir d'autres



L'association Plein emploi solidaire sillonne les routes de France pour aller à la rencontre de ceux qui subissent le chômage d'exclusion, couramment qualifié de « chômage de longue durée ».

réunions, à l'échelle nationale, sur la définition de l'emploi solidaire. Et, pourquoi pas, d'impulser partout en France des exemples à suivre. ■



Roubaix était la 40^e étape sur 60 pour la caravane du Plein emploi solidaire.

GoldUnion
 La référence en achat et vente d'or
RACHATS DE BIJOUX, PIÈCES LINGOTS OR ET ARGENT
 2 Rue Alfred Mongy
59200 TOURCOING
EXPERTISE GRATUITE
 MONNAIE DE PARIS

Le Tour de France du plein emploi solidaire a fait étape le 11 juin

La caravane de ce Tour de France particulier rencontre les personnes vivant le chômage d'exclusion. Elle a fait étape à Valenciennes le 11 juin.

VALENCIENNES. Dans le cadre du Tour de France de l'Emploi Solidaire, une caravane sillonne la France depuis le 28 mars et s'arrête dans des villes ayant mobilisé localement tous les acteurs de la lutte contre la privation d'emploi, pour rencontrer les personnes qui subissent le «chômage d'exclusion».

Elle a fait étape à Valenciennes le 11 juin à la Maison de Quartier Beaujardin, à l'invitation des centres sociaux de Valenciennes (ACSRV), de l'association Phare et de l'Entreprise à

« Notre premier objectif est de donner la parole aux personnes qui ont été durablement privées d'emploi. »

But d'Emploi La Baraka'Jobs.

« J'AI MÊME PERDU MES AMIS »

« Notre premier objectif est de donner la parole aux personnes qui ont été durablement privées d'emploi », a déclaré en préambule Christophe Lemoine, coordinateur des partenariats à l'ACSRV. Comme François, 59 ans, qui a perdu son emploi à 50 ans et a connu le chômage durant 6 ans et qui a accepté d'évoquer en public « le sentiment d'inutilité, la perte d'estime de soi, l'isolement. J'ai même perdu mes amis » Avant le retour à l'emploi perçu comme la fin d'un cauchemar, avec la fierté et la dignité retrouvées. Ou encore Jordan, 30



Un halte à Valenciennes pour la caravane de l'emploi solidaire.

ans, qui a connu plusieurs incarcérations et n'avait jamais travaillé avant de trouver un emploi il y a 10 mois grâce au CAPEP. « Et j'en suis fier ! » a-t-il confié sous les applaudissements des personnes présentes.

Les représentants des Elpe (Entreprises de lutte contre la privation d'emploi) du territoire ont ensuite évoqué leurs activités, leur mission et leur objectif : « L'accès à l'emploi durable de personnes qui en sont privées du fait de leur âge, de leur handicap ou de

leur situation sociale, grâce au cofinancement de la collectivité, déclare Jean Clavery, co-président de la Baraka'jobs. On estime que les Elpe représentent aujourd'hui environ 300 000 emplois accessibles. Or plus d'1 million de personnes attendent encore. La solution ? Nous réclamons un financement à proportion des besoins locaux, sans surcoût pour le contribuable. Pour privilégier l'emploi par rapport à l'allocation.... »



CATHERINE FREDJ (CLP)

Bulligny

Le Tour de France du Plein-Emploi Solidaire à La Fabrique



Le Comité Local pour l'Emploi s'est réuni dans la soirée

La venue de la caravane le 10 juin dernier, fut un moment festif. L'Entreprise à but d'emploi (EBE) « La Fabrique », a reçu ses partenaires de l'emploi, des visiteurs, des personnes à la recherche d'emploi et des groupes de jeunes.

Des stands, des temps d'échanges et animations ont été proposés. Les hôtes ont aussi rencontré les équipes de

l'EBE. Un chamboule tout a été érigé. Chacun a noté ce qu'il ne veut plus voir dans le monde et celui-ci a été ensuite détruit.

Pour finir, le Comité Local pour l'Emploi a tenu sa séance en soirée.

Ce fut une après-midi de rencontres et partages où chacun a pu échanger, être conseillé, etc.

► Sur le web

Tour de France du plein emploi : retrouvez plus de photos sur www.estrepublicain.fr



■ **CYCLISME**
La carte et les étapes à suivre du Tour de France qui s'élance de Florence samedi
PAGES SPORTS



■ **CRAINTE**
Ces Français anxieux depuis la dissolution de l'Assemblée nationale
PAGES FRANCE

LÉGISLATIVES 2024

Les résultats par commune et par circonscription

LUNDI

dans nos colonnes

Et tous les résultats du local au national sur notre site web

lamontagne.fr

LA MONTAGNE

CentreFrance

CLERMONT-METROPOLE

JEUDI 27 JUIN 2024 - 1,50 €

Avoir le droit à l'emploi



■ **PUY-DE-DÔME.** Les villes de Thiers, de Clermont-Ferrand (sur le quartier des Vergnes) et de Gerzat ont lancé l'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée ».

■ **« ZÉRO CHÔMEUR ».** L'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée » a permis à plus de 200 personnes dans le département de retrouver un emploi, mais aussi une place dans la société. PHOTO FRANCK BOILEAU

PAGES 2 ET 3

PROPOS D'UN MONTAGNARD

Quand l'honnêteté paie (bis). Il y a quelques jours, nous vous contions l'histoire d'Hadjet Al-Ali qui, lors de sa ronde habituelle pour collecter des bouteilles en plastique dans la gare d'Amsterdam, avait trouvé un portefeuille contenant 2.000 euros, somme remise immédiatement à la police. Le geste de ce sans-abri de 33 ans a suscité une immense vague de soutien puisqu'une cagnotte en ligne a permis de récolter plus de 34.000 euros en une seule journée. Ce père de deux enfants, sans logement depuis dix-huit mois, a par ailleurs reçu de nombreux messages de personnes lui proposant un emploi.

résultats des examens
dans votre journal

CAHIER SPÉCIAL
BAC > 09/07

PAGES SPÉCIALES
BREVET > 13/07

tous les résultats sur **lamontagne.fr**



M 0394 1,50
Metropol
ISSN 2106-1560
27/06/24

Des territoires qui agissent

Économie

En novembre 2022, les villes de Clermont-Ferrand, avec son quartier des Vergnes, et de Gerzat ont décidé de lancer l'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée » (TZCLD). Presque deux ans après, quel est le bilan ?

Stéphanie Merzet

Mère célibataire, problèmes de santé, licenciement économique à un âge avancé, atteint d'un handicap, déscolarisation... Autant de situations qui peuvent éloigner les individus de l'emploi. Afin de pallier ces situations, l'État a mis en place l'expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée » (voir ci-dessous).

En novembre 2022, le quartier des Vergnes, à Clermont-Ferrand, et Gerzat se lançaient dans cette expérimentation via trois entreprises à but d'emploi (EBE).

« Aujourd'hui, j'ai un travail fixe, c'est un soulagement »

Parmi elles, Les Jardins solidaires à Gerzat, qui avaient alors commencé leur activité avec du maraîchage en agriculture biologique et de la logistique à l'aide alimentaire. C'est d'ailleurs cette structure qui avait été présentée en grande pompe lors de l'inauguration du dispositif expérimental il y a presque deux ans. À cette occasion, nous avons rencontré Maturafi Halifa, surnommé « Matu », Mahorais d'origine et qui avait jonglé auparavant entre formation, petits boulots et chômage, depuis son arrivée en France, il y a plus de vingt ans. Aujourd'hui, il est toujours salarié aux Jardins solidaires et il a vu les lieux qui n'ont eu de cesse d'évoluer.

« Au départ, nous travaillions sur une surface d'un hectare. Elle est de deux aujourd'hui et nous

devrions bientôt acquérir encore un hectare supplémentaire. Quant à la récolte, elle est passée de 15 à 20 tonnes en un an », annonce en souriant Maxime Villain, directeur opérationnel et chef de projet de l'EBE Les Jardins solidaires.

Autre chiffre significatif, les Jardins solidaires sont passés de huit à dix-huit salariés et l'activité s'est aussi diversifiée.

« Nous sommes en capacité d'intervenir sur des chantiers agricoles. Nous faisons de la prestation de services ponctuelle auprès d'agriculteurs en désherbant, en récoltant... Nous opérons également en logistique pour Auvabio et 63 Saveurs, des associations de producteurs. »

De quoi donner le sourire à Matu, qui a toujours aimé travailler avec la terre et qui avait même reçu les honneurs de Jacques Chirac, alors Premier ministre, en visite à Mayotte. « Quand j'étais paysagiste là-bas, j'avais planté de belles fleurs à l'aéroport et à la préfecture. Elles y sont toujours », raconte-t-il en souriant.

Aux Jardins solidaires, on voit souvent Matu avec une débroussailleuse ou une tondeuse en main. Sa spécialité : gérer les abords des serres. Et avec autant d'années d'expérience, il est ravi de transmettre son savoir-faire à des jeunes salariés, à l'instar de Tanguy. Ce jeune homme, âgé de 21 ans, est arrivé depuis peu au sein de l'entreprise : « J'étais en apprentissage boucherie et j'ai arrêté, je ne m'y retrouvais pas. Ici, je me plais. Je travaille dehors, je plante, je récolte, je monte les serres... J'apprends de nouvelles choses et j'ai envie de continuer. Et puis, il y a une bonne ambiance avec les collègues. » Parmi eux, Rémy, qui a été déscolarisé et qui souhaite monter sa propre exploitation agricole, ou encore Martin, ancien salarié dans la logistique et le transport, victime d'un AVC et qui, après sa rééducation et



INITIATIVE. L'EBE Les Jardins Solidaires située à Gerzat compte dix-huit salariés. PHOTO FRANCK BOILEAU

une reconversion, faisait des remplacements « à droite à gauche » dans le domaine agricole. « Aujourd'hui, j'ai un travail fixe. C'est un soulagement. »

Utiliser les idées des salariés

Toujours dans la commune de Gerzat, mais de l'autre côté de la ville, Isabelle prend en photo des vêtements et des objets que ses collègues de Job'Ebe ont triés en amont ou ont eux-mêmes fabriqués. Cette mère célibataire de trois enfants a accumulé les petits

boulots et les compétences avant d'être embauchée dans cette EBE « où elle s'épanouit pleinement ». « Elle a apporté un vrai vent de fraîcheur ainsi que des idées, et grâce à elle, nous avons pu développer la partie vente en ligne », explique Antoine Marguerie, responsable des chantiers d'insertion et de l'EBE de Job'Agglo.

Car à la base, Job'Ebe a pour activité principale de trier des encombrants et de les rediriger vers une filière de recyclage adaptée afin d'être valorisés. Elle possède

également une branche espace vert.

« Mais grâce à l'engagement et aux savoir-faire des salariés, l'entreprise a pu varier ses activités, nous avons donc cette partie vente en ligne et des salariés qui fabriquent des objets avec des pièces recyclées. Il y a des repose-verres, des arbres à chats, des lampes... »

Et celui qui a la main bricoleuse et la tête remplie d'idées pour ça, c'est Pascal, pour qui il a toujours été important « de s'investir dans

L'expérimentation « TZCLD » décryptée en cinq points essentiels

Dans le Puy-de-Dôme, deux territoires ont donc décidé de se lancer dans cette expérimentation. Mais en quoi consiste-t-elle ?

1 Le principe par la loi. L'objectif de cette expérimentation qui résulte tout d'abord de la loi du 29 février 2016 puis de celle du 14 décembre 2020, est de démontrer qu'il est possible, à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs au service du droit à l'emploi et de créer des postes supplémentaires dans des entreprises à but d'emploi (EBE), sans concurrencer les professionnels existants. Ces embauches donnent lieu à des contrats à durée indéterminée, à temps choisi

et adaptés aux compétences des personnes privées d'emploi. Ces emplois en EBE sont subventionnés par l'État ainsi que les Départements, en partant du principe qu'il est moins coûteux financièrement et socialement de soutenir l'emploi que de verser des allocations-chômage, puisque cela ne génère pas de dépenses liées à l'inactivité et que le salarié gagne en pouvoir d'achat pour consommer sur le territoire.

2 Le fonctionnement. Les comités locaux pour l'emploi accueillent les personnes volontaires pour se lancer dans cette expérimentation et définissent avec elles, via des entretiens et



EMPLOI. Insercoop, une EBE spécialisée autour du livre. PHOTO F. BOILEAU

des ateliers, le poste idéal pour eux.

3 La situation. En France, ce sont 68 territoires qui se sont lancés dans cette expérimentation avec 75 entreprises à but d'emploi rassemblant 3.000 personnes en CDI. Sur le territoire de Clermont-Les Vergnes/Gerzat, ce sont 45 salariés en CDI intégrés dans trois entreprises à but d'emploi. À Thiers, ce sont 190 salariés dans quatre EBE.

4 Le constat. « Il y a des personnes qui ont retrouvé une dignité, qui ont pu s'émanciper », insiste Nadia De Sousa Khama-

lah, adjointe à la ville de Gerzat. « On sent que pour chacun d'entre eux il y a cette volonté du travail bien fait », assure Sondès El Hafidhi, adjointe chargée de l'économie sociale et solidaire à Clermont-Ferrand.

5 L'avenir. D'après la loi, cette expérimentation prendra fin en 2026. « Il peut y avoir des évolutions notables, mais il est nécessaire que cette expérimentation aboutisse à une nouvelle loi pour la transformer en un dispositif pérenne », insiste Sondès El Hafidhi. ■

➔ Renseignements sur le TZCLD. Tiago Koch - Tél. : 04.73.25.00.14.

dans le Puy-de-Dôme

LE FAIT
DU JOUR

pour le droit à l'emploi



riés », détaille Jean-Baptiste Arroy, encadrant technique de la structure.

À quelques kilomètres de là, toujours dans le nord de la métropole clermontoise, le quartier des Vergnes où est installé Insercoop, une autre des EBE du « Territoire zéro chômeur de longue durée ». Le ciel est gris et la pluie bat son plein. Mais la joie de Laaziza est un véritable rayon de soleil. Cette femme, mère célibataire avec deux enfants à charge, est là depuis le début de l'aventure. « Auparavant, j'ai été préparatrice de commande de 5 heures à 11 heures et j'enchaînais ma journée en tant qu'animatrice dans les écoles jusqu'au soir. J'ai aussi travaillé dans un cabinet d'expert-comptable. Mais tout ça, ce n'était pas évident avec ma vie de famille. Là, j'ai un emploi stable près de chez moi, avec des horaires qui sont compatibles avec l'aspect personnel. Et puis ce qui me plaît aussi, c'est la polyvalence du poste. »

En effet, ici, on protège des livres, on les pilonne, on met en vente ceux qui peuvent avoir encore une deuxième vie et on anime des ateliers pour donner le goût de la lecture. « Nous avons un bilan très positif depuis la création de l'EBE il y a presque deux ans avec des salariés engagés et des clients comme la médiathèque départementale et celles de Clermont Auvergne Métropole. Nous avons développé des activités et créé de nouveaux emplois au fil des mois », se réjouissent Caroline Guittard, directrice opérationnelle, et Joëlle Chelle, directrice d'Inserfac.

Alhem fait justement partie des derniers embauchés après deux ans de chômage. Arrivée de Tunisie il y a dix ans, « il était important pour elle de travailler, étape incontournable pour son intégration en France, mais aussi d'assouvir le besoin de se sentir utile et de montrer l'exemple à ses enfants. »

« Il faut un équilibre économique, certes, mais le but est avant tout de faire travailler les gens, c'est notre vocation », affirme Christophe Bonaldi, co-directeur du Groupe Job'agglô. L'objectif est atteint. ■

Plus de 200 personnes sorties du chômage en sept ans à Thiers



ENVIRONNEMENT. Les salariés de Thiers Entreprise assurent par exemple le démantèlement des portes et des fenêtres, ce qui permet leur recyclage. PHOTO D'ARCHIVES ALICE CHEVRIER

À Thiers, les tout premiers CDI de l'expérimentation Territoire zéro chômeur ont été signés le 1^{er} mai 2017.

Sept ans après, ce n'est pas une mais quatre entreprises à but d'emploi (EBE) qui ont été créées, et qui salarient aujourd'hui environ 190 personnes. Actypoles, Inserfac-EBE, la Ferme de Lucien et Thiers Entreprise portent des activités aussi variées que la gestion des cimetières, la récupération des encombrants, le reconditionnement informatique, la couture ou encore le maraîchage et l'élevage de poulets bio pour la restauration collective. À elles quatre, ces sociétés ont généré plus de 800.000 € de chiffre d'affaires en 2023. Auquel s'ajoutent les 600.000 € de celui de la société publique locale (SPL) Gaïa, créée elle aussi dans le cadre du dispositif.

Des effets sur la réussite scolaire des enfants

Au-delà des chiffres, il y a tout un bassin qui réduit son chômage, de la richesse injectée dans l'économie locale, des activités utiles à la population et surtout des vies chamboulées, sorties bien souvent de la misère pour retrouver confiance et dignité.

Tel un effet papillon, ce cercle vertueux a des répercussions étonnamment larges. « On s'est aperçu que le fait d'agir sur les

parents a des effets sur les enfants, contre le décrochage scolaire et en faveur de la réussite aux examens », rapporte Laure Descoubès, directrice de la SPL Gaïa. « Quand les parents travaillent, cela met un rythme dans une famille, et le soir, on se raconte ce qu'on a fait. Les enfants entrent dans une dynamique, cela leur donne une nouvelle vision. » Pour bien analyser ce phénomène, un doctorant en sociologie a commencé une thèse fin 2023.

Aujourd'hui, environ 80 habitants sont encore éligibles pour entrer dans une entreprise à but d'emploi. Mais dans cette attente, ces personnes « sorties des radars » sont accompagnées par la SPL Gaïa. « Il arrive qu'elles trouvent un emploi sans passer par une EBE », souligne Laure Descoubès. En amont, donc, de l'essence même du dispositif.

En sept ans, quelques salariés des EBE en sont sortis pour créer leur activité ou être embauchés sur le marché du travail classique. Mais c'est une minorité, à peine 5 %. La plupart sont restés. Ce qui confirme le rôle de ces EBE : il ne s'agit pas d'insertion, de tremplin vers autre chose. Ce sont des « entreprises refuges » pour tous ceux qui connaissent de tels obstacles à l'emploi qu'ils ne trouveraient jamais leur place ailleurs. ■

Alice Chevrier

son travail ». Malheureusement, l'entreprise pour laquelle il a travaillé durant des années a dû fermer ses portes. Un coup dur pour cet homme, à qui il a été par la suite compliqué de retrouver un emploi, et sa confiance.

« Ici, sa situation s'est donc améliorée. Nous avons différents profils. Il y a des personnes qui vivent un isolement social et par le travail, ils reprennent confiance et ils se sentent valorisés, reconnus. Mais il faut justement savoir combiner tous ces talents en

fonction de leur culture, de leurs problèmes personnels, leur milieu familial ou de l'humeur du jour », indique Antoine Marguerie.

Malgré tout, l'alchimie de ces personnalités parfois extrêmement différentes, arrive à fonctionner. Depuis peu, cette EBE propose aussi de recycler les pneus jantés abandonnés pour Clermont Auvergne Métropole. « Nous avons investi dans un démonte-pneu hydraulique et fait monter en compétence les sala-

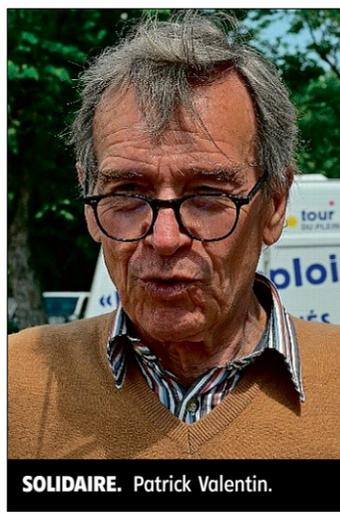
Patrick Valentin, l'homme à l'origine de cette expérimentation

Entrepreneur social d'Angers dans le Maine-et-Loire, Patrick Valentin est l'homme qui est à l'origine de l'expérimentation « territoire zéro chômeur longue durée » (TZCLD). Entretien.

■ **Pouvez-vous nous raconter votre parcours qui vous a mené jusqu'à l'expérimentation TZCLD ?** « J'ai commencé ma carrière dans l'économie classique et j'ai notamment travaillé dans un groupe de métallurgie à Paris. C'est là que j'ai vu la fin des Trente Glorieuses et tout ce qui allait être extrêmement dommageable pour les personnes les plus fragiles en termes d'emploi. En parallèle, j'ai eu la chance de voir comment fonc-

tionnait un centre d'aide par le travail. Ce fut une découverte lumineuse et une réponse à cette ombre qui planait sur l'avenir. J'ai donc décidé de m'investir dans l'économie solidaire. »

■ **Dans les années 90, vous avez pensé à une méthode que vous avez essayé d'appliquer à une petite commune du Maine-et-Loire, Seiches-sur-le-Loir...** « J'ai interpellé le maire de cette ville et je lui ai proposé de mettre en place une méthode qui consistait à repérer les personnes qui étaient privées d'emploi, de les rencontrer et d'identifier leurs compétences et leurs envies. En parallèle, nous avons détecté les besoins non sa-



SOLIDAIRE. Patrick Valentin.

tisfaits qu'avait le territoire par les entreprises ou les services publics, puis de créer des entreprises pour embaucher ces personnes privées d'emploi, sans concurrencer l'offre existante. Pour financer cela, l'idée était de convertir les allocations-chômage en salaire. Quand on crée des entreprises à but d'emplois, celles-ci vont créer de la richesse et elles vont rendre à la collectivité ce qui lui a été donné, et même plus. Malheureusement, le préfet n'a pas accepté que nous allions plus loin. »

■ **Et finalement, en 2016, est née une loi permettant à votre méthode d'être expérimentée sur l'ensemble du territoire...** « Oui, grâ-

ce à l'appui de l'association ATD (Agir tous pour la dignité) Quart Monde et du député Laurent Grandguillaume, qui est l'auteur de la loi d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée, votée à l'unanimité du Parlement en 2016. Un second texte, voté en 2021 a permis de prolonger l'expérimentation pour cinq ans. »

■ **Cette expérimentation s'achève dans un peu plus de deux ans...** « Après dix ans d'expérimentation, l'enjeu est bien de proposer et d'élaborer des mesures législatives qui permettront à notre pays de réaliser ce droit à l'emploi de façon pérenne. » ■

Stéphanie Merzet



PLEIN EMPLOI
SOLIDAIRE

LA RADIO



Radio Oxygène - 08.04.2024 (Les Ponts-de-Cé) :

<https://www.oxygeneradio.com/en-maine-et-loire-une-association-fait-un-tour-de-france-pour-lutter-contre-la-privation-d-emploi>

Radio Collines - 18.04.2024 (Mauléon) :

https://drive.google.com/file/d/1UTzO932XwuDjQZ84WPkW_q95Jquyf7cB/view?usp=drive_link

Radio Dragon - 25.05.2024 (Trièves) :

https://www.mixcloud.com/Caf%C3%A9_D%C3%A9croissant/carvane-emploi-solidaire-%C3%A0-monestier-de-clermont-le-23-mai-2024/

New's FM - 31.05.2024 (Echirolles) :

https://drive.google.com/file/d/19FUD8RbvpT7xNlAg331HrptNslnmn-6y/view?usp=drive_link

https://drive.google.com/file/d/1L0mnFh0jU3e0QJEFcr0dMqM-bWYN2PDj/view?usp=drive_link

Chantier Radio - 05.06.2024 (Gerzat) :

<https://lechantier.radio/infos/pour-le-droit-a-lemploi>



PLEIN EMPLOI
SOLIDAIRE

LA TÉLÉVISION



France 3 Poitou-Charentes - 22.04.2024 (Poitiers) :

https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/programmes/france-3_nouvelle-aquitaine_ici-19-20-poitou-charentes?id=5853678 (à partir de 4min20)

France 3 Limousin - 24.04.2024 (Saint-Léonard-de-Noblat) :

https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/programmes/france-3_nouvelle-aquitaine_ici-19-20-limousin?id=5948058 (à partir de 10min - Dossier du jour)

France 3 Auvergne-Rhône-Alpes - 13.05.2024 (Gerzat) :

<https://luqi.fr/#/diffusion/budget/a2t570000004nkoAAA/user/003D000001X1f7DIAR/notification/60000000240135247?key=3afdd8f85bdf831b872128893ce947c2&size=220&origine=2>

BFM TV Lille - 13.06.2024 (Roubaix) :

https://www.bfmtv.com/grand-lille/replay-emissions/bonjour-lille/nord-tour-de-france-de-l-emploi-solidaire-a-roubaix_VN-202406130233.html



PLEIN EMPLOI
SOLIDAIRE



LES SITES INSTITUTIONNELS



PLEIN EMPLOI
SOLIDAIRE

Pontchâteau - 03.04.2024 :

<https://www.pontchateau.fr/actualites/tour-de-france-du-plein-emploi-solidaire/>

Le Puy-en-Velay - 02.05.2024 :

<https://www.agglo-lepuyenvelay.fr/le-plein-emploi-solidaire-fait-son-tour-de-france/>

Echirolles - 22.05.2024 :

<https://www.echirolles.fr/actualites/emploi-solidaire-la-caravane-du-tour-de-france-fait-etape-echirolles>

Le Trièves - 23.05.2024 :

<https://www.cc-trieves.fr/images/pdf/TourFranceEmploisolidaire-mai2024.pdf>

Stenay - 04.06.2024 :

<https://sites.google.com/view/pleinemploisolidaire-meuse/plein-emploi-solidaire>